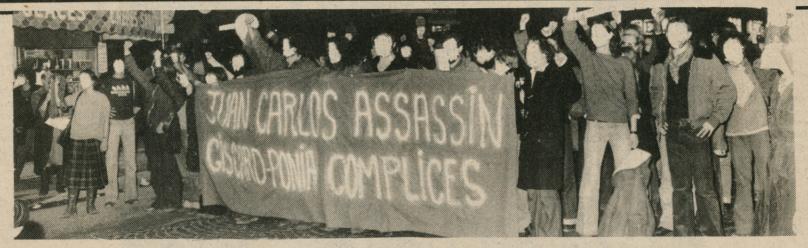
Rédaction - Administration : 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Tél: 808 00 80 à 84
Télex: PRENO A 211 628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication:
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire: 46 722
Imprimé par Rotographie.

FOUSE

JEUDI 28 OCTOBRE 1976

Belgique 15 FB Portugal : 15 ESC Grèce : 20 DR Suède : 2,25 K Italie : 300 L Suisse : 1 FS



Paris quadrillé de flics, mais... 5000 DANS LA RUE!

« JUAN CARLOS ASSASSIN

GISCARD COMPLICE! »

Giscard le confirme

HAUSSE DES PRIX DE 1 % EN SEPTEMBRE

Lire page 5

Contre Dassault la fraude : commission d'enquête parlementaire ou commission d'enquête ouvrière ?

« Il appartient au Parlement de mettre en lumière les mécanismes de l'évasion fiscale et de la fraude », concluent les élus communistes leur proposition de résolution au Parlement. Ils v demandent « la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'évasion et la fraude fiscale des grande sociétés et notamment sur celles des entreprises Dassault. » Hier, la commission des lois s'est prononcée en faveur d'une telle commission en choisissant la formulation des socialistes soutenue par une partie de la majorité.

Chacun sait qu'elle sera inefficace. Cot, député socialiste l'a dit, Barre a d'ailleurs précisé qu'il n'y aurait aucune levée du secret fiscal. Nous n'en attendrons rien.

Une autre enquête, un autre contrôle est possible. Et celui-ci n'appartient pas au Parlement impuissant Il peut être pris en charge par les travailleurs et leurs organisations.

Dassault, comme de nombreux trusts, profite de dispositions fiscales entraînant des d'impôts, dissimule ses bénéfices réels en constituant toute une série de « provisions ». Les organisations syndicales du trust peuvent démasquer ces méthodes. Pourquoi ne pas prendre des contacts avec les fédérations des Banques et des Impôts, centraliser dans l'unité toutes les informations et contrôler ainsi les fraudes légales de Dassault ? Pourquoi en même temps, ne pas centraliser à la base, des commissions unitaires d'enquêtes? Dans chaque usine du trust, les sections syndicales en collaboration avec des comptables et des économistes. dans des commissions ouvertes à tous les travailleurs centraliseraient les informations, récupéreraient les observations de chacun. Le trust

présente ses comptes au Comité central d'entreprise, mais ils sont tous truqués. Les artifices comptables, la fraude fiscale peuvent être dénoncés par ceux qui tous les jours voient les marchandises transiter, qui les fabriquent, qui connaissent les stocks

Quand l'entreprise comptabilise les dépenses personnelles des dirigeants, quand elle inscrit en frais généraux des investissements occultes, quand elle rénumère des faux salariés, cela, les travailleurs de Dassault peuvent le vérifier, le démontrer, le prouver.

Une telle commission d'enquête ne se terminerait pas par un volume de mille pages sans intérêts. Elle serait une arme pour un contrôle ouvrier efficace sur la fraude fiscale des patrons.

J.-Y. Touvais

Ils avaient mobilisé plusieurs milliers de flics pour protéger le roi assassin. Ils avaient bouclé tous les coins de Paris, de l'Etoile à la Bastille, de la République à Denfert. Ils avaient « exilé » plusieurs dizaines de réfugiés espagnols dans les îles lointaines. Mais ils n'ont pas réussi à faire taire la voix des antifascistes

Les grands boulevards, hier soir, étaient comme tous les soirs de la semaine, grisâtres et occupés par des passants pressés. Il n'aura pas fallu trois minutes pour qu'ils se remplissent soudain d'un seul cri : « Juan Carlos assassin, Giscard-Ponia complices ». A 19 h 30 précises, débouchant comme d'un seul bond du métro Bonnenouvelle, cinq mille manifestants qui affirmaient à la barbe et au nez de Ponia que rien ne les empêcherait de clamer leur indignation devant la venue du roi assassin à Paris.

Descendant rapidement les boulevards en direction de l'Opéi, bifurquant soudain dans la rue Montmartre pour piéger les colonnes de CRS qui remontaient de la Madeleine, grimpant jusqu'à la Place Pigalle au pas de course, dévalant ensuite jusqu'au métro Blanche, ils provoquaient la sympathie des passants étonnés lorslançaient : « Dehors, dehors, le successeur de Franco », « Amnistie totale pour l'Espagne », « Espagne libre, Espagne rouge, Espagne socialiste ». Et quand l'heure de la dis-

persion sonna, ils disparurent comme ils étaient soudain apparus, laissant les flics, les gardes mobiles et les CRS arrivés au pas de course, pour ne trouver qu'une place déserte de manifestants.

Les milliers de militants qui ont manifesté clandestinement hier soir à Paris, à l'appel de la LCR, de l'OCR, de la GOP et du PCR (m-I), auront ainsi prouvé aux hésitants qu'il était possible de témoigner la solidarité de combat avec les camarades espagnols au moment où ce roi qui avait été intronisé par Franco l'année dernière, quelques jours après l'assassinat de cinq militants basques, osait venir parader en France avec la complicité de Giscard et de Ponia. Libération, hier matin, avait simplement annoncé que la manifestation était interdite. Le Quotidien du Peuple, organe du PCR, n'en avait même pas parlé. Lutte ouvrière et l'Organisation communiste internationaliste n'étaient pas présents. Le PSU préférait se contenter d'une conférence de presse qu'il tient aujourd'hui même.

La venue du successeur de Franco ne méritait-elle pas une riposte à la mesure de la provocation? Malgré le refus des grandes organisations ouvrières d'appeler à une manifestation, ceux qui en avaient fait le pari de tenir la riposte, ont pleinement réussi.

Pierre Julien

Et pendant ce temps-là...

Gaston Defferre, Robert Ballanger et Robert Fabre, au nom des trois groupes parlementaires de l'Union de la gauche ont adressé une déclaration commune au roi Juan Carlos : « nous sommes profondément convaincus que l'instauration de la démocratie en Espagne est un facteur décisif du développement des relations entre nos deux pays (...) Nous demandons l'arrêt des poursuites et de toutes formes de répression contre l'opposition et ses dirigeants, l'établissement de toutes les libertés démocratiques, l'amnistie complète, le retour sans condition des exilés... »

Il y a 20 ans, la Révolution hongroise

Tout a commencé par une manifestation qui avait été convoquée par les étudiants pour le 23 octobre. D'abord interdite par le ministre de l'Intérieur, elle fut ensuite autorisée sous pression du mouvement. C'était au départ une manifestation de solidarité avec le peuple polonais. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue à l'appel des étudiants. Le parcours était très long, et partout la population accueillait la manifestation avec un enthousiasme débordant. L'un des mots d'ordre le plus repris était : « 10 ans de présence d'un ami aussi cher soit-il c'est trop long », la gentillesse de ce slogan prouve la faiblesse du sentiment d'hostilité envers l'URSS. Arrivés devant le parlemnt nous avons appris que Gerö, qui avait remplacé Rakosi à la tête du parti, avait traité nos revendications d'anti-soviètiques. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Les plus révoltés ont alors crié « à la radio », pour exiger que la radio passe les véritables revendications de la manifestation. Devant la radio une unité spéciale de l'armée nous attendait. Les soldats ont recu l'ordre de tirer mais étaient complétement désemparés, lorsque nous nous sommes approchés trop près, j'étais au premier rang et un soldat me dit : « regarde, on nous jette des pierres et nous ne tirons qu'en l'air ». Les officiers de la police secrète qui en-cadraient l'unité eux ne tiraient pas en l'air. Et ce fut la première effusion de sang, provoquant la colère. La foule arrachait les armes aux soldats qui n'opposaient aucune résistance. C'est là que commenca l'insurrection.

Devant la carence de l'unité spéciale, on nous envoya les blindés. Et à la suprise du gouvernement, quand l'armée est arrivée les gens se sont mis à crier : « vive l'armée, l'armée avec nous ». On embrassait les soldats sur les tourelles des chars. Le détachement de blindés est passé du côté des manifestants, et quelques heures plus tard tirait contre l'unité de la police secrète qui gardait la radio. Nous avons pénétré à quelques uns dans le bâtiment de la radio. Le directeur, qui était aussi membre du bureau politique, quand nous sommes entrés dans son bureau était littéralement sous la table. A l'aube les chars soviétiques apparaissaient à Budapest, la dernière force dûre qui pouvait encore défendre le gouvernement. Cela a porté au paroxysme la colère populaire. Les réactions ont été immédiates. Les gens descendaient dans la rue, jetaient de l'essence enflammée sur les chars dont certains commencaient à brûler. Les soldats soviétiques ne tiraient que sur les maisons d'où on les canardaient avec des armes à feu, cela montre qu'ils n'étaient pas vraiment hostiles.

Les groupes ouvriers armés

Le matin même sont apparus les premiers groupes armés. On utilisait certains chars immobilisés. Des ouvriers des environs surrectionnels eurent signés une de Budapest étaient arrivés en camions avec un chargement d'armes réquisitionnées. J'ai même vu apparaître, en ordre parfait, une unité de l'organisation para-militaire de la jeunesse avec leurs armes légères, pour lutter contre l'intervention soviétique. Les individus qui possédaient des armes regroupaient, et le lendemain il existait déjà trois centres armés.



Les combattants hongrois (photo Magnum)

TEMOIGNAGE D'UN COMBATTANT

Il y a vingt ans, la Révolution hongroise était écrasée dans le sang par les chars soviétiques. Le témoignage que nous publions est celui d'un combattant de 1956 : notre camarade Per Olaf Csongovaï. Fils d'un militant ouvrier de la Commune hongroise de 1919, membre du PC depuis l'âge de 18 ans, il fut l'un des dirigeants militaires de l'insurrection de Budapest. A ce titre, il a été condamné à mort par contumace.

Le premier autour de la caserne Kilian dont les soldats s'étaient soulevés contre l'intervention soviétique. Le deuxième se trouvait dans le cinéma Le Korvin, et le troisième que je dirigeais était celui du 9e arrondissement, le détachement de la rue Tüzolto.

Parmi les insurgés, il y avait des individus isolés, incontrolables, mais la force essentielle de l'insurrection résidait dans quatre groupes armés. Qui étaient ces gens-là? La presque totalité avaient entre 16 et 22 ans et étaient des ouvriers. Et les quatre unités avaient leurs bases dans des quartiers ouvriers. Combien étaient-ils ? Environ 17 000 insurgés armés pour Budapest, et leur force venait du fait qu'ils étaient dans ces quartiers ouvriers comme des poissons dans l'eau.

Ces gens-là étaient-ils des fascistes comme on nous en a accusé ? Malgré les combats de rue, toute la propagande, on n'a pu présenter à la presse un seul fasciste, un seul contre-révolutionnaire, après les évènements.

La perspective qui nous guidait était d'armer la classe ouvrière elle-même

Après le 28, les groupes in-« paix » sur la base des revendications populaires avec Kadar lui-même, sur la proposition du gouvernement, une direction des groupes est apparue. La force insurgée prit le nom de garde nationale, et sa direction se composait de deux représentants de chaque groupe, plus de deux représentants du gouvernement (dont le préfet de Police Kopacsi), soit au total de

dix personnes. Cette commission centrale de la garde nationale était donc composée de 4 membres du PC, dont le préfet Kopacsi; l'autre délégué du gouvernement, le général Kiraï n'était pas membre du PC. Les huit délégués des insurgés, dont je faisais partie, étaient élus par la base. L'une des premières décisions de cette commission fut de ne donner des armes qu'aux conseils ouvriers, dûment mandatés par l'ensembles des ouvriers. La perspective qui nous guidait était d'armer la classe ouvrière elle-même.

La perspective du gouvernement était évidemment d'essayer d'établir un contrôle sur la armée ouvrière l'intégrant dans les forces régulières. Dès le lendemain de la création de la garde nationale, le gouvernement nous envoyait un officier chargé de nous proposer un « code organisationnel ». Sa proposition était que chaque armé de quartier s'établisse dans un commissariat de police et que la nuit les armes y soient déposées. Par ailleurs le proposait gouvernement chacun d'entre nous le titre de

commandant. Bien nous avons refusé ces offres de « législation » des forces insurgées. A l'argument du gouvernement qui disait que si on laissait dans la rue une masse armée, la politique du gouvernement se décidait dans la rue par la force des armes, à la différence que cette fois-ci ce serait une majorité qui dicterait les armes à la main, la politique du gouvernement. Le lendemain, l'officier revenait à la charge, prétendant que si on laissait une force armée dans la rue, cela encourageait le banditisme. Notre argument fut aussi apolitique que le sien : « et bien armons les futures victimes ». Cette fois-ci, on ne nous proposait plus le grade de commandant, mais celui de colonel, ce que bien sûr nous avons refusé.

Les conseils de soldats

La police ne bougeait plus sans notre autorisation. Et dans les casernes de Budapest des conseils de soldats s'étaient spontanément créés. Le 1er novembre, des délégués des soldats se réunissaient au ministère des Armées en vue d'élire un comité central des conseils de soldats, auquel ils nous ont demandé d'envoyer une délégation de la garde nationale. 20 personnes ont été élues dont certains officiers supérieurs, à titre provisoire, avec mandat d'élire en leur sein un président qui aura le pouvoir de commandement supérieur sur l'armée. Le colonel Maleter fit partie des vingt. A l'époque il jouissait d'un très grand prestige pour sa participation à la révolution, et il était évident que Maleter serait élu président le lendemain. Or le lendemain même, le colonel Maleter était nommé ministre de la Guerre par le gouvernement, et le surlendemain, il recevait le titre de général. La manœuvre était évidente, il s'agissait que le chef de l'armée ne soit pas élu par la base, mais dépende du gouvernement, et qu'il exécute ses ordres. Le résultat fut qu'après l'arrestation de Maleter, juste avant la deuxième intervention soviétique, il n'y eut pas de réaction centralisée de l'armée contre les soviétiques, mais des réactions isolées.

Malgré le manque de spécialistes, d'entrainement, d'armes, la résistance aux chars soviétiques dura toute une semaine.

Résolution des conseils ouvriers arronaissemeni

Nous publions ci-après la résolution adoptée par les Conseils ouvriers du 11ème arrondissement de Budapest, au cours de leur lutte contre la seconde intervention des armées soviétiques. Dans sa briéveté, ce document expose le programme de la révo-

Les représentants des ouvriers des fabriques du 11ème arrondissement ont unanimement décidé que, dans les in-térêts de la construction socialiste de la Hongrie et de l'avenir du peuple hongrois, ils sont prêts à reprendre le travail aux conditions suivantes :

1 - Nous soulignons expressément que la classe ou vrière révolutionnaire considère que les usines et la terre sont propriété du peuple travailleur.

 Le Parlement ouvrier reconnait le gouvernement Kadar comme partie négociante à la condition préalable qu'il se réorganise dans le but d'assurer sa légalité pour correspondre ainsi à la volonté du peuple.

3 — Le peuple a accordé sa confiance aux conseils ouvriers pour s'assurer que la volonté du peuple sera ultérieurement exécutée. Nous exigeons l'élargissement des attributions des conseils ouvriers ainsi que leur confirmation de la part du gouvernement dans les domaines écono-

mique, culturel et social.

4 - Dans l'intérêt du maintien de l'ordre et du rétablissement de la paix, nous exigeons que soit fixé un délai pour des élections libres. Ne pourront y participer que les partis qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socialiste. Cet ordre repuse sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société.

5 — Nous exigeons la libération immédiate des mem-

bres du gouvernement Imre Nagy qui ont été choisis par la révolution ; de même, nous exigeons la libération de tous les combattants de la liberté.

6 — Nous exigeons l'établissement immédiat d'un ces-sez-le-feu ainsi que le retrait des troupes soviétiques de Budapest, étant donné que les autorités hongroises peuvent assurer l'ordre au moyen du pouvoir ouvrier. Nous exigeons en outre que le gouvernement hongrois commence des négociations pour le retrait graduel et ordonné des troupes soviétiques hors du territoire hongrois, aussitôt que les travailleurs auront repris le travail et que l'opinion publique soit informée de la marche de ces négociations.

7 — La police doit être recrutée parmi les ouvriers

d'usine sincères et les unités de l'armée qui sont loyales envers le peuple.

Il est demandé que les points ci-dessus soient rendus publics par le gouvernement au moyen de la radio et de la presse.

Conclusion: Nous commencerons aussitôt à travailler à la reconstruction ainsi qu'à assurer l'approvisionnement du peuple et à rétablir les moyens de transport ; mais d'autres tâches ne seront prises en considération qu'après reconnaissance de nos revendications et leur mise à exécu-

Budapest, le 12 novembre 1956.

Les Etats-Unis avant les présidentielles

La campagne de Mac Carthy

MAIS QU'EST CE QUI FAIT DONC **COURIR EUGENE?**

 Le sénateur développe une opposition bourgeoise au bi-partisme.

De notre envoyé spécial Julien Tonnac.

Tous ses supporters, quand ils parlent de lui, l'appellent Eugène, ou au Vietnam ou qu'il n'exigera jamais Gene, comme d'autres disent Jimmy (Carter) ou Gerry (Ford). Aussi n'est-ce pas le côté extrêmement populiste de sa campagne qui, comme le proclament badges et affiches de soutien, « crée la différence ». Le populisme aux Etats-Unis est une donnée constante des campagnes électorales et Eugène McCarthy n'est pas le seul à s'en

Donc, sa popularité — certains sondages lui donnent entre 7 et 12 % des voix — qui inquiète tant l'état-major de Carter, ne vient pas de là, mais de l'axe fondamental de sa campagne : l'opposition au bi-partisme. Bien entendu, Eugène McCarthy ne croit pas un seul instant qu'il va gagner ces élections. Bien que présent dans une trentaine d'Etats, sur 50, il n'a véritablement fait campagne que dans 9 d'entre eux, où il espère obtenir, du fait de leurs vieilles traditions libérales, de bons résultats : le Massachussets, New York, le Wisconsin, l'Oregon, le Michigan, le Vermont, le New Hampshire, le Maine et la Californie.

Une stratégie dont le but évident. si ce n'est avoué, est de gêner au maximum la candidature de Carter. Face à l'attaque dont il fait l'objet de la part du Parti démocrate, McCarthy répond : « On m'accuse d'être un profiteur. Mais comment pourrais-je profiter d'uns discussion dont il n'y a aucun profit à at-

« Le temps du bipartisme est terminé »

Le thème, inlassablement répété et martelé, emporte, c'est évident, de larges échos. Contrairement à ceux des autres candidats bourgeois, les meetings de McCarthy bénéficient d'une assez grande popularité, surtout parmi les jeunes. Ils étaient 600 à être venus l'écouter l'autre jour au Collège de Boston et 3 000 la veille à l'Université de Madison dans le Wisconsin. Dans tous ses discours, les mêmes mots, presque les mêmes phrases reviennent inlassablement. « Le temps du bipartisme est maintenant terminé ». « Le Parti démocrate et le républicain commencent à payer le prix de leur incompétence ». « Les deux partis sont responsables de la guerre ; les deux partis sont responsables de la crise économique, les deux partis ont eu recours à des actions illégales, contraires à la Constitution ».

Joignant les actes à la parole, Eugène McCarthy a entrepris d'attaquer en justice les législations d'Etats qui visent à empêcher l'émergence de candidats indépendants, lors d'élections présidentielles. Il s'est efforcé, de la même faç on, mais sans succès, de participer au débat télévisé entre Ford et

Un anti-bipartisme bourgeois

Bien entendu, la candidature d'Eugène McCarthy, malgré certains de ses aspects « sympathiques », n'en reste pas moins celle d'un homme politique bourgeois. Que demande en effet McCarthy? La fin du bipartisme, bien sûr, mais aussi la fin de tous les partis. L'élection d'un

« homme de confiance », « indépendant » des machines politiques. Une proposition inacceptable pour la bourgeoisie qui a tout intérêt à maintenir autant que faire se peut le bipartisme, mais dont le sens pro-- un homme au-dessus des est fondamentalement partis bourgeois.

le retrait immédiat de toutes les forces américaines du Sud-Est asiati-

Favorable à une réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire, afin de créer plus d'emplois, Eugène McCarthy s'est refusé à soutenir le syndicat AUW (automobile) quand celui-ci lança un mot d'ordre de grève à l'usine Ford afin d'obtenir un certain nombre de jours de congés supplémentaires. Mais peut-être était-ce dû aux relations étroites qui le lient à William Ford, l'un des quatre tenants de la fabuleuse fortune des Ford et vice-prési-

Une bonne sœur, un nudiste, un anonyme... et 169 autres candidats.

Si on entend beaucoup parler de Ford et Carter dans l'actuelle campagne électorale américaine, on ne sait pas, par contre, que 174 candidats briguent l'investiture suprême. En dehors des deux « vedettes », il y a bien sûr Eugène Mc Carthy (voir ci-contre). Les deux candidats « sérieux », selon le correspondant de l'AFP, sont Gus Hall, du Parti communiste et Peter Camejo du Socialist Workers Party, organisation trotskyste (dont nous rendrons largement compte de la campagne dans les jours à venir).

A côté des candidats racistes, anticommunistes, « américains », notons, entre autres, la candidature de Sœur Marlane, du Parti prohibitionniste ; un candidat « anonyme » qui lutte contre la personnalisation de la campagne et un candidat nudiste qui applique déjà son programme durant sa campagne.

L'homme quant à lui n'est pas dent de la Ford-Motor. N'a-t-il pas plus recommandable que l'idéologie du prophète. Sa renommée vient de se opposition à la guerre du Vietnam dont il fit l'axe essentiel de ses deux campagnes pour obtenir l'investiture du Parti démocrate lors des élections présidentielles de 1968 et de 1972. Mais rares sont les américains qui savent qu'en tant que sénateur du Minnesota, il vota en 1968 tous les budgets militaires s'appliquant

proposé de faire de lui son vice-pré-

Eugène McCarthy aimerait jouer les Bonapartes de gauche. Il s'est trompé de camp. La bourgeoisie américaine est sans aucun doute à la recherche d'un homme qui puisse jouer ce rôle de Bonaparte, mais cet homme ne peut être que de droite.

R B Internationale

Attentat à Lausanne contre le représentant des Kurdes.

Le jeudi 7 octobre 1976, à 12 h 30, un attentat est commis sur la personne d'Ismet Cheriff Vanly, 52 ans, représentant des Kurdes en Suisse et auprès des organisations internationales.

Selon des témoins et selon la victime elle-même, dont les jours ne sont plus en danger, l'agresseur est un sujet irakien bien connu, qui avait accompagné chez M. Vanly, l'ancien Consul général d'Irak à Genève, Nabil al Takriti, actuellement ambassadeur itinérant, quand celui-ci était venu lui rendre visite le dimanche précédent

Au cours de cette rencontre, Ismet Cheriff Vanly, en présence de deux autres Kurdes résidant en Suisse, s'était vu reprocher son hostilité au régime irakien et la reprise des combats, depuis juin 1976, par les Kurdes, contre les autorités de Bagdad.

Ismet Cheriff Vanly avait répondu en insistant sur les violations par Bagdad des promesses concernant l'octroi d'une véritable autonomie, et surtout des tentatives d'éliminer physiquement et culturellement les Kurdes en Irak, par les déportations de populations Kurdes vers le sud du pays et l'arbisation des régions Kurdes; ce dont il s'était rendu-compte lors d'un séjour qu'il avait effectué en Irak l'année précédente sur l'invitation de Me Takriti lui-même.

Au moment de se retiirer, ce dernier conseilla « amicalement » à M'R Vanly de mettre un terme à son opposition au régime irakien.

Compte tenu des témoignages concordants, il semble bien que devant la fermetè de l'avocat Kurde, dont l'activité demeurait gênante pour les autorités irakiennes, qui projettent de créer un centre d'information baassiste (parti unique en Irak) à Genéve, onn'a pas recule dévent une tentative d'assassinat en pays étranger, d'un cotoyen suisse d'origine Kurde, afin d'étoufer une voix qui dénoncait inlassablement les violations dont sont victimes les Kurdes en Irak.

> Association France-Kurdistan **BP 707 55 63 CEDEX 12 PARIS**

IRLANDE

Qui sont Noël et Marie Murray? condamnés à être pendus

Noël Murray

Noël Murray avait 26 ans lorsque la cour criminelle spéciale le condamna à mort, sur la base d'aveux extorqués sous la torture. Noël Murray est métallurgiste. Son engagement politique date de 1966, lorsqu'il rejoint le Mouvement républicain. C'est lui qui construira la branche de Cellbride de cette organisation, par un travail acharné. Dans cette région, on se souvient de lui, qui vendait la littérature républicaine, puis socialiste et révolutionnaire plus tard. Après la scission du Mouvement républicain en 1970, Noël est du côté de la branche « officielle » du Sinn Fein. En 1971, Noël est arrêté lors d'une manifestation contre la querre du Vietnam, devant l'ambassade américaine.

Puis il alla habiter à Dublin, où il rencontra Marie et l'épousa. Ils étaient tous deux membres de la cellule Connolly du Sinn Fein « officiel », dans le quartier de Ballyfermot-Drimnagh. Noël quitta cette organisation en 1973, désapprouvant le tournant politique qu'elle venait de prendre.

Depuis 1973, tout comme Marie, il resta politiquement très actif, participant aux protestations contre les conditions de détention des prisonniers, contre les législations répressives. Il continua à se battre pour son idéal : une Irlande indépendante et socia-

Marie Murray

Marie Murray attend dans sa cellule d'être pendue. Elle avait 27 ans lorsque la cour criminelle spéciale la condamna à mort le 9 juin dernier. Son engagement politique avait commencé huit ans plus tôt, en 1968, quand elle rejoignit le Mouvement républicain. A cette époque, elle était fonctionnaire, travaillant au ministère des Gaeltachts (1). Elle s'intéressait au mouvement pour la renaissance de la langue gaëlique. Pendant sa détention à la prison de Limerick, elle enseignera le gaëlique aux autres prisonniers. En 1969, Marie fut particulièrement active dans le comité pour le logement de Dublin. Elle était également membre de la cellule James Connolly

du Sinn Fein, et après la scission de ce mouvement en 1970, elle alla dans la branche « officielle ». Elle y resta jusqu'en 1973, date à laquelle elle démissionnera, ayant des divergences avec la nouvelle politique des « officiels ».

L'autre intervention pour laquelle on se souvient de Marie Murray dans le Mouvement républicain fut son soutien passionné aux prisonniers politiques. A partir de 1973, bien qu'elle n'ait plus fait partie du Mouvement républicain, Marie continua à se battre pour l'idéal qui l'avait poussé à militer : une Irlande indépendante et socia-

(1) Gaeltacht: région de l'Irlande où la langue maternelle est restée le Gaëlique.

Les deux jeunes Français libérés par le Front Polisario

UN SUCCES DIPLOMATIQUE POUR LES SAHRAOUIS



Les deux coopérants français alors qu'ils étaient encore dans un camp du Front Polisario

La libération, hier, des deux jeunes français détenus par le Front polisario depuis le 26 décembre 1975, marque incontestablement un succès diplomatique important pour la guérilla sahraouie. En effet, la France qui a des intérêts impérialistes importants au Maghreb, aide ouvertement depuis le début du conflit au Sahara occidental le Maroc et la Mauritanie. Elle le fait en particulier en livrant des chars, des avions et du napalm qui servent quotidiennement les régimes de Rabat et de Nouakchott dans leur entreprise de génocide.

Le Ministère français des Affaires étrangères a précisé dans un communiqué publié avant-hier, que des entretiens avaient eu lieu entre M. IBRAHIM Akim, ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Lenoir au

mois de mai dernier : puis les 18, 20, 21 et 22 octobre avec M. Claude Chay au ministère des Affaires étrangères.

Cette reconnaissance de fait du gouvernement de la RASD comme « interlocuteur valable » par le gouvernement français, qui a même daigné échanger des vues sur « l'évolution de la situation dans la région » avec le représentant sahraoui n'ira pas sans poser de problèmes au Maroc et à la Mauritanie sur le front diplomatique, en particulier à l'ONU.

Dans un communiqué militaire qui fait le bilan des 15 premiers jours d'octobre, le Polisario précise qu'il a tué 186 soldats adverses, en a blessé 137 et fait 11 prisonniers. Par leurpression toujours plus grande sur les troupes adeverses, les sahraouis prouvent qu'ils entendent être maîtres chez eux.

H. Vega

LA VENUE DE JUAN CARLOS A PARIS

MADRID-PARIS CONNECTION: L'OBJECTIF MARCHE COMMUN

• Giscard est le seul chef d'Etat européen à miser entièrement sur le projet « réformiste » de Suarez.

La venue de Juan Carlos à Paris n'est que la poursuite, sous vulgaire entremetteuse entre la dictature et le reste des nades formes plus ouvertes, d'une vieille tradition « diplomati- tions européennes. que » entre les deux pays.

vementée des relations diplomatiques entre la France et pays à rétablir quatre ans plus tard ses relations diplomatiques l'Espagne, la bourgeoisie française s'est comportée comme une avec le régime de Madrid.

Ces rapports vont se renforcer après 1958, quand l'Espagne en termine avec « l'autarcie économique » et que, de l'autre côté des Pyrénées, de Gaulle vient aux affaires après un autre pronunciamiento militaire. Une des idées maîtresse du gaullisme en matière de politique européenne sera la consolidation d'un axe Paris-Madrid. Franco ne sera-t-il pas d'ailleurs l'unique chef d'Etat étranger auprès duquel l'exilé de Colombey, après sa démission en avril 1969, se rendra en visite privée. Depuis vingt ans, le régime de Madrid n'hésitera jamais à hausser le ton quand les interférences des politiques intérieures viennent troubler l'excellence des relations d'Etat. Franco fait la sourde oreille pour prendre des mesures contre les dirigeants de l'OAS qui on fait de la capitale espagnole leur base de repli.Par contre Paris ne s'offusque pas de la colère des franquistes provoquée par les manifestations de protestation en 1963 au moment de l'assassinat du communiste Julien Grimau.

Et personne n'oubliera les paroles honteuses de Georges Pompidou qui s'excusera en public des manifestations de soutien aux accusés du Procès de Burgos de décembre 1970. Il y a un an le gouvernement de Giscard se signalait par son refus de rappeller son ambassadeur à Madrid (Jean-François Deniau, homme-lige du Président de la république) après les 5 exécutions du 27 septembre.

Le premier partenaire économique

Rien d'étonnant donc à ce que Juan Carlos ait choisi la France de VGE pour commencer son opération de rentrée de l'Espagne dans le concert des nations « démocratiques ». Paris est le premier partenaire écono-mique de l'Espagne. Avec 13,7 % du total des exportations

Alors que les Etats membres de la toute neuve ONU décident de boycotter l'Etat franquiste au sortir de la 2e Guerre Tout au long des 30 dernières années de l'histoire mou-mondiale, la France sera, guerre froide oblige, l'un des premiers

Une bonne part de la crédi-

bilité du projet « réformiste » de

Juan Carlos et du président du

gouvernement, Suarez, repose

sur cette « ouverture euro-

péenne ». Là encore, Paris est

social-démocratie est toujours

au pouvoir à Londres, à Bonn et

Lisbonne. Les démocraties-chré

tiennes allemande (sauf l'aile

Strauss) et italienne soutiennent

aujourd'hui l'équipe démocrate-

(fédération des partis DC

d'Espagne et des nationalités),

encore dans l'opposition. Paris

comme le partenaire politique

privilégié qu'il est le seul. Gis-

card est l'unique chef d'Etat

européen à miser entièrement

sur le projet « réformiste » du ré-

gime pour contrecarrer la mon-

tée des périls révolutionnaires

dans l'Etat espagnol. Dès lors

l'échec de l'un, serait aussi celui

Manifestation

à la Roche-sur-Yon

Yon, une quarantaine de personnes

occupaient la mairie (républicaine

indépendante), distribuaient des

tracts à la population. Le Collectif

Espagne dénonçait ainsi la venue

de Juan Carlos et la détention arbi-

LCR, OC-GOP, OC-Révolution, PCR,

appellent à un rassemblement de

protestation contre la visite de Juan

Carlos, jeudi 28 à 18 h 15 place

Communiqué

du comité

Palestine-France

France appelle à un meeting

de soutien à la lutte des

masses palestiniennes et liba-

naises contre le complot

liquidationniste de l'impé-

Ce meeting aura lieu le ven-dredi 29 octobre à 20 h 30, à la

maison d'Italie, Cité internationale

réaction libanaise.

du boulevard Jourdan.

Comité Palestine-

Bellecour à Lyon

Les organisations suivantes :

traire de 17 militants basques.

Hier à midi, à La-Roche-sur-

apparaît donc d'autant

de l'Etat espagnol

plus

M. Rovère

chrétienne

l'entremetteur privilégié.



mier acheteur, aidant la RFA et les Etats-Unis. Et les exportations espagnoles vers l'autre versant des Pyrénées ont augmenté de 35 % en 1975.

Mais le développement des échanges commerçiaux n'est pas au premier plan des préoccupations de Madrid, soucieuse d'intégrer au plus vite et aux meilleures conditions le Marché commun et surtout de avaliser par Paris sa politique

En 1970, l'Espagne avait l'automne prochain.

conclu un accord commercial avec la CEE. Alors que l'élargissement de la CEE à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark créait un nouveau cadre de relations, la négociation pour l'élargissement de l'accord commercial était interrompue après les 5 exécutions de l'an dernier. Depuis, et notamment grâce aux « bons offices » français, les contacts ont repris. Et Madrid voudrait demander son adhésion à la CEE, dès

Le PCF et la venue de Juan Carlos

Une « oreille » en Une qui fait exactement 7 cm X5 cm. Un titre purement informatif: « Juan Carlos aujourd'hui à Paris. 3 000 policiers pour un roi ». Telle est la première page de l'Humanité qui paraît le jour où le successeur désigné de Franco débarque à Paris. Que propose le PCF contre le scandale de la visite de ce « prince devenu roi par la grâce du défunt caudillo » (Acquaviva page 3)? Rien, rien et toujours rien. Le groupe communiste de l'Assemblée proteste contre les déportations de réfugiés basques. Les JC appellent leurs fédérations et leurs cercles à envoyer des télégrammes à l'ambassade. Travesti dérisoire des fausses hontes et des vrais capi-

Le PCF, qui apris la parole dans un meeting de défense des prisonniers politiques en URSS, refuse de descendre dans la rue soutenir la lutte des peuples espagnols pour les libertés démomois qui le séparent d'une vicciper au gouvernement. L'essor l'Etat espagnol peut déboucher

RHODESIE

La conférence sur le **Zimbabwe** s'ouvre à Genève aujourd'hui

Précédée de beaucoup de tractations préliminaires, la conférence sur l'avenir de la Rhodésie s'ouvre aujourd'hui à 15 heures. Qualifiée par de nombreux observateurs de « négociation de la dernière chance », il semble peu probable que, dans le feutré des salons suisses, elle résorbe les divergences qui existent entre nationalistes du Zimbabwe et colons rhodésiens.

En fait chaque délégation y va sans être dupe et manifestement pour y gagner du temps. Pour lan Smith, s'arqueboutant sur le plan Kissinger (qui n'ayant pas été rendu public autorise les interprétations) il s'agit de tenter une transition contrôlée par la diplomatie internationale sur deux ans au moins. Pour les nationalistes du « front patriotique » (Nkomo-Mugabe) il est nécessaire de mettre Smith sur la touche en faisant de la Grande-Bretagne, leur interlocutrice privilégiée.

Un joli mic-mac donc, renforcé par le rôle occulte des pays noirs de « première ligne » de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et les USA. A ce sujet est évoquée une possible venue de Klssinger. Mais il semble que le grand sorcier évité d'y venir. Pour lui en effet, le but parait atteint. Débutant avant les élections US du 3 novembre et terminant par elles, la Conférence paraît avoir été pour Kissinger, plus un motif de politique intérieure qu'une véritable prise en compte des problèmes rhodésiens. Face à ce grand théâtre d'ombres; les nationalistes de la ZIPA (Armée de Libération du Zimbabwe) ne se font guère d'illusions et réaffirment leurs exigences. Ils viennent, parallèlement à une intensification de la lutte armée, d'exiger la libération immédiate de tous les prisonniers politiques détenus par les racistes. C'est d'ailleurs une liste de 2000 d'entre eux qui sera prochainement publiée à Genève par le « Fonds international de défense et d'aide », un organisme humanitaire britannique.

Frank Tenaille

PAYERA QUI L'AR-DOISE ? rialiste, du sionisme et de la

Le seul point d'accord réalisé par les participants de la conférence concerne la note de frais : c'est à la Grande-Bretagne qui assure la présidence, disent-ils, de régler l'addition. Et les Britanniques, effrayés par l'effondreient de la livre, de lever les bras au ciel. En effet une estimation approximative des seuls frais d'hébergement des délégués se chiffre actuellement à plus de 7 millions de francs. Mais ils devront ajouter à la note des dépenses d'avion, de location de voitures, des dépenses d'avion, de location de voitures, des location des locaux des Nations-unies etc...

De plus les deux cents délégués déjà présents se multiplient comme les petits pains, à tel point que le gouvernement Callaghan commence à établir de mesquins calculs forfaitaires. Décidément la vieille Angleterre en cette période d'austérité perd de son panache.

SYNDICALE PROTESTATION

Communiqué

La majorité du personnel des « Amis de Karen » (externat médico-pédagogique pour infirmes moteurs cérébraux. 73, avenue Denfert-Rochereau) réuni en ssemblée générale le 22 octobre 1976 à l'occasion de la visite de ce centre (prévue pour le 28 octobre à 16 heures) par la Reine d'Espagne, accompagnée de Mesdames Valéry Giscard d'Estaing et Simone Weil, exprime les protestations suivan-

1) L'accord passé entre le personnel et la direction selon lequel les visites de groupe dans l'établis-sement n'ont lieu qu'après les activités des enfants se trouve ici rompu pour la première fois.

2) Le gouvernement se sert de cet « établissement d'avant-garde » (ainsi que des enfants qui y sont accueillis)pour démontrer qu'il mène en France une politique sociale « avancée »; alors que dans le même temps, il applique le loi hospitalière et la loi sociale qui ont toutes deux pour conséquence des licenciements massifs et des restrictions budgétaires impor-

3) La venue en France des représentants d'un régime héritier du franquisme est une injure à tout travailleurs quand on sait qu'en Espagne les droits les plus élémentaires sont bafoués (droit de grève, droit syndical, etc.).

Section CFDT « Amis de Karen » et le personnel réuni en AG. Syndicat des travailleurs sociaux de Paris (SASCER) CFDT. Syndicat CFDT des Personnels de l'Assistance publique.

cratiques. C'est un choix et un avertissement. Le PCF compte les toire électorale qui le fera partidu mouvement de masse dans tionnaire en Europe. Il n'y a qu'un nom pour qualifier le misérable renoncement des dirigeants du PC et du PS: la « nonintervention » par anticipation...

INPRECOR

Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat unifié de la IV e Internationale. paraissant simultanément en français, espagnol, anglais et allemand.

Le nouveau numéro vient de paraître.

Au sommaire : Un dossier sur la Chine, réalisé par nos camarades de Hong-

Kong Un dossier sur la lutte des travailleurs polonais.

Des articles sur l'Allemagne au lendemain des élections, l'Espagne, le Mexique, l'Irlande, la Grèce, la France, etc. Un complément indispensable a Rouge afin de connaître les analyses de la IV • Internationale.

Abonnez-vous! Pour un an : 80 F. Libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à Rouge, 2, rue Richard-Lenoir 93100. Montreuil. En vente à la librairie Rouge, 10, impasse Guéménée, Paris IV °.

Giscard à France-Inter le confirme

FORTE HAUSSE DES PRIX EN SEPTEMBRE

Au moment où Barre fait de beaux discours sur les inégalités, et où les travailleurs constatent sur leur feuille de paye d'octobre les hausses de cotisations sociales décidées par le plan Barre (voir ci-dessous), Giscard se permet d'expliquer sans rire, à France-Inter qu'il entend donner la priorité à la lutte contre la hausse des prix mais reconnaît que la hausse des prix en septembre a été forte.

Précisément, au moment où l'indice INSEE du mois de septembre révélera, jeudi, une inflation de 1 % au cours du mois, alors même que le blocage des prix était entré en vigueur à compter du 15 septembre. Le gouvernement veut bloquer les salaires au nom d'un prétendu blocage des prix. La vérité, c'est que les prix augmentent toujours aussi rapidement. Depuis le ler janvier, l'inflation, selon l'INSEE aura atteint 7,4 %. L'indice de la CGT fait déjà état d'une hausse des prix, sur la même période de 0.7 % Et Gioord con dire visit le la CGT fait déjà état d'une hausse des prix, sur la même période de 9,7 %. Et Giscard ose dire que l'inflation ne dépassera pas 10 % en 1976.

INTOLERABLE?

Barre ne manque pas de souffle. Inaugurant le nouveau conseil du Centre d'études des revenus et des coûts présidé par Vedel, il a trouvé les inégalités entre les Français « intolérables ». Bien voyons. Le ministre de l'austérité se met à faire du sentiment sur les inégalités qu'il organise quotidiennement. « Il faut, continue l'hypocrite, que nous parvenions à obtenir progressivement sur les revenus non salariaux, des informations aussi fiables et complètes que sur les salaires. »

L'enquête de l'OCDE sur les inégalités en France est pourtant claire. Elle établit notamment que les 150 ménages les plus riches ont gagné 235 fois plus que les 1,6 millions de ménages les plus pauvres.

Les feuilles de paye du mois d'octobre tombent en ce moment. Et les premières conséquences du plan Barre avec. Depuis le premier octobre, les cotisations d'assurance-maladie et d'assurance-vieillesse ont augmenté respectivement de 0,5 % et de 0,2 %. Ainsi, la part retirée sur votre salaire brut va s'accroître de 0,7 %. Ce qui fait :

— pour 3 000 F, 21 F.

Peu de choses, diront les patrons, mais ajoutez ces premières hausses à celles des impôts et des prix ; au total, le plan Barre apparaîtra pour ce qu'il est : une attaque d'envergure contre le pouvoir d'achat des travailleurs.





— pour 2 000 F, 14 F pour 2 500 F, 17,50 F;

Pour avoir tenu une réunion dans un lycée



A propos de l'élection partielle du Ve

Le PSU justifie son refus des discussions unitaires

Nous avons reçu la lettre suivante de la section PSU du 5e arrondissement de Paris :

Une petite information pour les lecteurs de Rouge à propos des élections dans le 5e arrondissement.

1) Aucun habitant du quartier n'ignore que le PSU est la seule organisation révolutionnaire y intervenant régulièrement. 2) La LCR a proposé, avant le dépôt des candidatures, une ren-

contre PSU-Révo-LCR-OCI-LO (on en oublie ?). Si nous entendons poursuivre le débat avec les militants de la

LCR, nous voyons mal, dans les conditions actuelles, ce qui justifie l'hypothèse d'un accord politique avec un certain nombre de secte, pour certaines de caractère para-militaire.

3) Compte tenu du rapport de force local et des divergences entre nos deux organisations, la seule hypothèse de travail que nous retenons était le soutien de la LCR au candidat PSU, sous réserve, bien entendu, d'une négociation sur les formes d'intervention de la Lique dans la campagne politique.

> Autogestionnairement vôtre (en dépit de notre sectarisme bien connu)

Cette lettre se passe de commentaires. Une simple question : les militants du PSU du 5e arrondissement oseront-ils se servir dse arguments qu'elle contient pour justifier devant les travailleurs du quartier la présence de quatre candidats d'extrême-gauche à l'élection partielle?

PAPINSKY PASSE **EN PROCES DEMAIN**

Jacques Papinsky, 52 ans, instituteur, sera jugé, demain 29 octobre, par le tribunal de grande instance de Senlis. Il est accusé de « s'être maintenu irrégulièrement et volontairement dans le Lycée technique de Creil », le 18 mars 1976. Il y avait simplement animé une réunion, à l'invitation des élèves en grève, au cours de laquelle il dénonça le rôle répressif de l'inspection des enseignants, dont il fut victime. Le proviseur l'enjoignit de quitter les lieux. Les six cent participants refusèrent. Le proviseur porta plainte... Ce procès met donc en cause le droit de réunion des élèves et professeurs, et, au delà, la liberté d'expression dans les établissements scolaires. La très longue « affaire Papinsky » soulève ainsi un nouveau lièvre.

Tout commença il y a 10 ans, le 18 mai 1966. Papinsky, instituteur nommé par délégation rectorale prof de français et d'anglais dans un CEG, est inspecté par un inspecteur primaire non angliciste. Argumenté, le rapport d'inspection est néanmoins comme le veut la fonction, un couperet. Il condamne, juge tran-«M. Papinsky devra se pénétrer de la conviction que le métier de professeur ne laisse aucune place à l'approximation, à l'impréparation et qu'il exige conscience et foi dans ce qu'on fait. Je cherchais un professeur de lettres i'ai rencontré un dilettante ». A la suite de ce rapport, Papinsky est reversé dans l'enseignement primaire. Il échoue par la suite à un examen oral d'anglais comptant pur le Certificat d'aptitude pédagogique en CEG. Or, il parle la langue couramment. Il conteste donc le jury. Et est à la rentrée 1967-68 déplacé d'office une seconde fois.

Les sanctions déguisées se succèdent, et Papinsky continue d'exiger sa réintégration sur son poste de 1966. Afin de dénoncer l'inspection qui l'en a chassé, il publie en mai 1974 un pamphlet intitulé le « Boui-boui ».

La riposte de l'administration est immédiate : dix jours après il est supendu, puis révoqué, et enfin tombe l'interdiction d'enseigner à vie.

L'action du comité de soutien constitué par des parents et l'Ecole émancipée aboutit en décembre 1974 à la levée de cette interdiction.

Cela ne peut suffire : afin d'obtenir sa réintégration dans son poste d'enseignant titulaire, Papinsky ennovembre 1975. En janvier 1976, le Tribunal administratif de Nancy l'amnistie pour le « Boui-boui ». Il arrête alors sa grève et entame un tour de France d'information et de sensibilisation de l'opinion sur l'inspection et l'arbitraire dans l'enseignement. Les réunions publiques qu'il tient à cette occasion sont en général un succès, comme celle du lycée de Creil.

L'affaire Papinsky s'attaque donc à trois piliers de l'ordre scolaire : le contrôle arbitraire de l'inspection; l'obligation de réserve qui signifie la privation du droit d'expression des fonctionnaires ; le problème de l'amnistie, puisque, amnistié, le Ministère lui refuse pourtant sa réintégration comme enseignant titulaire. Avec le procès de demain, elle dénonce un quatrième « pillier »: le refus du droit de réunion dans les établissements sco-

notes politiques

LARZAC

Après le défilé militaire perturbé de dimanche à Millau, c'est lundi matin que les gardes mobiles ont fait évacuer la ferme Les Cuns occupée depuis un an par un groupe d'objecteurs. Le nombre de fermes occupées par l'armée se monte maintenant à quatre (Cavailles, Les Tournets, La Salvetat, Les Cuns). Le pouvoir a donc décidé de passer à l'offensive pour réaliser l'extension du camp.

Face à cette nouvelle agression, les paysans du Larzac ont organisé mardi soir un meeting d'information à Millau, réunissant 500 personnes. Bien qu'aucune perspective claire d'action n'en soit sortie, des informations intéressantes ont été apportées par les paysans.

Correspondant Millau

3595

« Du 1er janvier au 25 octobre 1976, 3595 étrangers ont été expulsés de France en raison des atteintes à l'ordre public qu'ils avaient commises », précisait hier en fin de matinée le ministère de l'Intérieur. « Depuis, ajoute le communiqué, 284 étran-gers ont été conduits hors du territoire français à la suite des opérations de police menées à paris depuis le 22 juillet afin d'assurer la sécurité

Ponia a donc de quoi se vanter Oui, il aide les dictatures fascistes à retrouver les militants exilés; oui il est main dans la main avec les polices politiques du monde Quand Giscard recoit Carlos, il faut bien qu'il représente son bilan. Le tortionnaire le trou-

« MENEES ANTI-MILITARISTES »

Bamnc, Lavanchi et Monet, trois appelés de la base aérienne du Bourget-du-Lac (Savoie) ont été arrêtés par la gendarmerie de l'air, les 11 et 12 octobre. Ils sont soup connés d'appartenir à un Comité de soldats créé en avril dernier et qui reçut le soutien de la FEN, du CDJA et de la CFDT. Les appelés étaient, au moment de leur arrestation, en possession d'un manuscrit sur lequel figuraient leurs revendications. Ils ont été frappés d'une sanction de soixante jours d'arrêt de rigueur pour « menées antimilitaristes.

Une instruction serait ouverte, nais cela n'a pas été confirmé. Elle conduirait les trois appelés devant le TPFA ou devant le Cour de sûreté de l'Etat, après avis du ministère. Ces arrestations sont intervenues peu de temps avant la sortie du troisième numéro du journal du Comité de soldats de la BA 725, l'Hélice dans la vallée. Les trois soldats seraient transférés à Salon-de-Provence.





ATTENTAT CONTRE LES **EDITIONS MASPERO**

attentat a eu lieu contre la librairie des éditions Maspéro, place Painlevé dans le 5e arrondissement. Un coktail molotov et une grenade ont ravagé la librairie. Les éditions Maspéro nous sont envoyé le communiqué suivant :

« Un nouvel attentat, le deuxième de l'année, une explosion suivie d'un incendie, ont ravagé et détruit en partie le magasin des ventes des éditions François Maspéro, 5, place Paul Painlevé, Paris

Un attentat similaire avait eu lieu en juin dernier et le magasin réaménagé avait été réouvert au public.

« Cette fois encore, les dégâts sont importants malgré l'intervention rapide des pompiers. Ce n'est pas seulement la vitrine qui a été détruite mais aussi le stock de livres à l'intérieur du magasin.

« François Maspéro et ses collaborateurs ne s'indignent plus des attaques qui leur sont depuis longtemps familières, de la part des milieux d'extrême-droite. Ils précisent seulement qu'ils mettent tout

Hier matin, vers 2 h 30, un en œuvre pour que le service de vente soit assuré sans qu'il y ait interruption en les transferant dans les bureaux de l'éditeur à la même adresse. »

> La haine contre Maspéro est tenace. La lâcheté aussi :

> une fois de plus, l'attentat n'a pas été revendiqué. Qui donc en veut tant à Maspéro et pourquoi ? Il est sûr que le rôle très important que l'éditeur a pu jouer depuis la guerre d'Algérie, pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire, par sa politique d'édition militante et de qualité, a exaspéré plus d'un groupuscule fasciste et la droite dans son ensemble.

> Attentats, procès, cessions de la librairie « La joie de lire »: les coups n'ont cessé de pleuvoir sur les éditions Maspéro. Mais elle tiennent ferme et continuent de contribuer efficacement au combat révolutionnaire.

> Il n'y qu'une façon d'affirmer notre solidarité : lire les ouvrages des éditions Maspéro, les faire connaître, les diffuser.

L'enquête sur les Brigades rouges piétine

LE MILIEU AU CENTRE DE L'OMBRE

Brigades rouges - version officielle - était louche : un truand, un fou, un (pensez!), qui aussi homosexuel (pensez!), aurait agi sans motif au nom de Brigades inexistantes, tuant des victimes au hasard, tous les grenoblois visés, la peur... Alors, comme ça, trois enlèvements, deux meurtres au moins, pour

Pour y croire, il faut oublier un aspect déterminant du dossier, celui du proxénétisme, que presse et police ont jusqu'ici délibérément laissé dans l'om-

Matencio a déjà condamné pour proxénétisme, et il est bien connu à Grenoble. Non pas qu'il soit un grand caïd, mais plutôt un petit rabatteur qui recrute des prostituées pour le

Quant à Muriel Trabelsi, première victime des Brigades, elle a vécu, il y a un an, dans un « foyer pour femmes seules », l'Oiseau bleu. C'est une de ces petites boîtes privées « sociales », soutenues et financées par la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale, le Conseil Général et le Lyon's Club. Il y avait eu en Mars 76 une lutte dans ce foyer contre les conditions de vie mais aussi parce que « la direction n'assure pas la réinsertion des femmes pen-

On savait que l'affaire des sionnaires et elle ne fait rien pour les arracher au milieu quand il s'agit de prostituées » (tract de l'époque). On dit même que les rabatteurs pouvaient pénétrer dans le foyer et proposaient aux femmes leurs services pour « s'en sortir »... Muriel Trabelsi, justement, avait été des femmes combatives qui ont dénoncé le scandale avec le soutien de la CFDT. L'Oiseau bleu l'avait vidée.

Alors Matencio connaissait-il Muriel? Sa lutte s'opposait-elle à la sauvegarde des intérêts du milieu? Toujours est-il que Muriel est morte.

Ce n'est qu'une hypothèse parmi d'autres. Mais il faut avouer qu'elle est plus probante que toutes les élucubrations policières publiées jusqu'ici et où n'apparaissaient jamais l'om-bre d'un *mobile du crime*. Matencio, petit homme du milieu

aurait pu servir à quelque menu travail dans un meurtre auquel il n'est pas nécessairement mêlé, exemple entretenir la couverture que représente une « Brigade rouge » et ses folles élucubrations. Couverture grossière? Peut-être, mais pour la découvrir, encore fallait-il que la police veuille vraiment faire la

Dès le premier jour, elle a plutôt préféré forger en Matencio son coupable. Pourquoi pas pigeon pour porter chapeau, une petite gouape est toujours bien assez grande pour encaisser?

Mais il est vrai qu'à Grenoble, il y a une coexistence pacifique entre police, pègre et barbouzes, que même la fin du gaullisme n'a pas démantelée...

On est loin, soudain, du petit tueur fou et isole.

Philippe Verdon

ACHETEZ 2, 3 ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Dassault : du bon usage des nationalisations

1 / QUAND LA BOURGEOISIE **SE NATIONALISE**

Dassault sera peut-être demain nationalisé. Si cela était, « ce n'est avions d'armes dans les stratégies pas seulement à cause de l'ampleur du scandale », annonce l'Huma le 25 « modernes » a changé et, surtout, octobre dernier. « C'est aussi parce que les propositions des communistes font leur chemin. » Voire. Car un gouvernement contraint, hors de toute lutte, à jouer les justiciers, un vieillard philantrope qui clame son innocence mais accepte, dans «l'intérêt de la France », le verdict de la nationalisation, voilà une supercherie de taille.

Nationalisation: l'éditorial du mois d'août de la revue « Air et cosmos » (très liée à Dassault) l'évoquait déjà en termes à peine voilés. A l'intérieur du trust Dassault, des bruits circulaient avec insistance, parlant de novembre 76, puis d'avril 77. Dassault lui-même, dans une lettre à Servan-Schreiber datée du 21 octobre, s cord avec la proposition. N'y auraitil plus qu'à la mettre en œuvre?

La crise de l'industrie aéronautique

L'industrie aéronautique dépend d'un double marché : le transport aérien civil et le marché militaire. Le premier est contrôlé à 90% par les constructeurs américains. européens qui y ont fait leur beurre l'ont réalisé grâce à une production s'inscrivant dans des créneaux limités laissés de côté par les constructeurs US, mais aussi grâce à une énorme aide de l'Etat qui prend en charge, en France, 85% des crédits de recherche et de développement.

La branche aéronautique sert en effet de régulateur et de catalyseur aux très nombreuses branches qui lui sont liées. Elle est aussi créatrice de devises puisque 50% de la production est exportwe.

Mais depuis la fin des années 60, une crise profonde secoue le transport aérien. Animé jusque là par un taux de croissance de l'ordre de 16% l'an, il s'est développé de faç on totalement anarchique, conduisant à une énorme surcapacité, à une concurrence effrénée qui ont endetté les compagnies aériennes. Aujourd'hui, elles achètent moins d'avions. Et la crise se répercute chez les constructeurs, d'autant plus gravement que leurs capacités d'adaptation sont d'une inertie considérable. Il faut 5 ans pour étudier et lancer un avion (18 ans pour le Concorde), 10 ans pour un moteur. Entre-temps le marché change...

Dassault passe la main

Les contraintes qui régissent le marché militaire sont différentes. Certes, on retrouve entre les marchands d'armes les mêmes conditions de concurrence, mais elles s'exercent dans le cadre de marchés intérieurs directement dépendants des politiques de défense nationale.

La période gaulliste fut pour Dassault la belle époque : recherches financées à 100% par l'Etat, production systématiquement achetée par l'armée de l'air, amortissement rapide grâce à de longues séries assurées, etc. Cette époque est maintenant révolue. La place des

- le « marché du siècle » en était le premier signe - la notion d'indépendance nationale s'est giscar-

Dassault a donc tenté une reconversion partielle vers le civil qui a été un succès dans le créneau des avions d'affaires mais un échec total dans les avions de transport (Mercure 100). La période qui s'annonce laisse mal augurer des chances d'un constructeur individuel à faire payer aux travailleurs le coût de la crise licenciements; (restructuration, pression sur les salaires, utilisation les payés par des impôts travailleurs). Dassault retire ses billes parce que le jeu n'est plus rentable. Grassement indemnisé, il ira investir ailleurs, dans ses sociétés immobilières, dans l'électronique, ou dans une nouvelle société aéro-

Car seul le secteur productif des Avions-Marcel-Dassault-Bréguet-Avi ation sera nationalisé. Le reste, le service commercial, les bureaux d'étude y échapperont, et Dassault pourra continuer à sous-traiter entièrement ses productions, pour son plus grand profit.

La bourgeoisie ne punit pas Dassault en le nationalisant. Elle lui offre, au contraire, une bonne porte de sortie et poursuit du même coup le processus de restructuration permettant de rentabiliser la branche. Sur le dos des travailleurs.

Demain: Quelle nationalisation?

Les « égoutiers » toujours entendus par la police

Le recyclage des barbouzes

Il semble bien maintenant que la rafle organisée mardi matin pour mettre la main sur les auteurs du « casse » de Nice n'ait pas donné tous les succès escomptés.

La police avait pourtant adopté les grands moyens: plus de 250 policiers mobilisés sur plusieurs villes devaient agir en même temps et appréhender une quarantaine de personnes.

En fait, la pèche n'en a ramené que 22, dont 7 ont été transférées hier soir à Nice, pour y être présentées devant le juge d'instruction. Les autres sont encore en garde à vue et interrogées par les policiers. Mais surtout, « deux gros poissons » manquent à l'appel : William Perrin et Gaetano Zampa qui ont le temps de prendre le large, comme s'ils avaient été prévenus.

Le commissaire Rouvier, qui a dirigé les opérations, met la responsabilité de la fuite sur le dos de RTL. La station de radio a en effet diffusé, une heure après le début de l'opération, la nouvelle mettant, selon la police, les gangsters en

Derrière cette petite querre entre la police et la radio il y a en réalité un vrai problème : qui a donné l'information au journaliste qui faisant son métier, l'a diffusée ? Fuite ac-

cidentelle ou fuite voulue, comme pour enmasquer une autre, plus importante, qui elle aurait réellement mis les gangsters en alerte.

La question est importante lorsqu'on connait les carrière de Perrin et de Zampa, les deux plus gros fuyards.

Elles tournent toutes deux autour de la drogue et du SAC par les multiples liens que Perrin et Zampa tissaient dans un certain milieu politique et le milieu tout court. Ces liens leur auraient-ils servi pour se mettre au vert?

C'est d'ailleurs encore le SAC que l'on retrouve avec l'un des individus appréhendés, Homère Filippi, qui lors de son procès en 71 pour trafic de drogue déclarait ingénument qu'il pensait travailler pour le SAC, tandis que son co-inculpé, Calvani, reconnaissait être l'un des grands chefs du SAC niçois. Le même Galvani qui en 1968 lors de la campagne électorale était le garde du corps d'Olivier Giscard d'Estaing, futur député et frère de l'actuel président

Jean-Gilbert du Cap Georges Marion

3 000 PERSONNES AVEC ROUGE

Le débat avec Rouge organisé mardi par les fédérations parisiennes de la LCR a connu un certain succès. Près de 3 000 personnes v ont participé. De 19 h à 21 h 30, chaque rubrique du journal avait organisé des forums. La discussion fut souvent intéressante mais trop courte. Des stands spéciaux permettaient aux camarades de la production d'expliquer comment était fabriqué le journal.

A 21 h 30, un meeting central clôturait la soirée dans la grande salle totalement remplie. Après une courte intervention d'Alain Krivine sur le quotidien et la campagne de diffusion, Félix Lourson fit une longue intervention sur les tâches des révolutionnaires après le 7 octobre, détaillant avec précision nos mots d'ordre et nos explications. Avant la projection d'un film sur trois luttes ouvrières : « Bonne chance, la France », la parole fut donnée à un camarade basque de la LCR-ETA VI, qui venait de passer sept années en prison et qui insista sur la répression féroce qui sévit en Euskadi. Daniel Bansaïd précisa alors pourquoi, malgré l'interdiction préfectorale, la, manifestation du 27 était maintenue par ses organisateurs.

Dehors, autour de la Mutualité, des centaines de flics et de gardes mobiles en tenue de combat, avaient pris position pour empêcher tout départ en manif...

Rencontre CFDT-FEN POUR QUELLE RIPOSTE **UNITIARE?**

CFDT se sont rencontrées au siège de cette dernière centrale. Les deux confédérations syndicales auraient exprimé leur intention d'organiser « une réaction vigoureuse sous formes de grèves et de manifestations » si Barre maintient son plan.

Elles estiment que les orientations de ce plan amènent dans le secteur public et nationalisé à une « politique salariale fixant unilatéralement une masse salariale et rendant impossible des négociations positives ». Autrement dit, impossible d'envisager une politique contractuelle des salaires un tant soit peu crédible.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, une rencontre est prévue avec la CGT pour « examiner les moyens à mettre en œuvre pour s'opposer à toute tentative de démantèlement » et assurer à tous le droit à la santé sur la base de la plate-forme déjà élaborée. FEN et CFDT se sont déclarées partisanes de l'établissement d'une plateforme syndicale sur les problèmes de la fiscalité, « en particulier l'imposition du capital et des for-

La FEN a fait savoir qu'elle rencontrerait FO mercredi après-midi pour l'informer sur les négociations qu'elle a avec la CFDT et la CGT et « recueillir de son côté le sentiment des amis de Bergeron sur les problèmes syndicaux de l'heure », écrit

Par ailleurs, Bergeron a écrit à Barre pour « solliciter une au-dience » la qualifiant « d'urgente ». Force Ouvrière annonce qu'elle tiendra un meeting le 16 novembre à la Mutualité, sur la fiscalité, la Sécurité sociale, la politique conventionnelle et le chômage.

Caisse d'Epargne Paris

23e jour de grève

Les enjeux d'un conflit

La grève de la Caisse d'épargne de Paris est donc entrée dans sa quatrième semaine. Il faut voir pourquoi une telle combativité dans un secteur que l'on pourrait croire sage et bien intégré.

Les caisses d'épargne ont toujours connu un important taux de syndicalisation (80 %) et des luttes dures et longues : trois semaines à Paris en 1973, trois semaines à Lyon en 1973, quarante jours à Marseille en 1975. Sans compter les conflits de

Au départ, cela représentait un

quart du taux rémunération versé

aux déposants (3 %). Ce taux est

maintenant de 6,5 % et la ristourne

de 0,75 %. C'est pourquoi, depuis

un an ou deux, les caisses d'épargne

les plus importantes connaissent des

déséquilibres financiers dus à la

stagnation des ressources et à

Pour rétablir l'équilibre,

patrons ne voient qu'une solution :

rogner les avantages acquis par le

personnel. Ainsi, au plan national,

c'est l'offensive patronale contre un

statut qu'ils jugent trop protecteur,

qu'ils veulent remplacer par des

conventions collectives dénonçables

à tout moment et négociables avec

autres, la suppression de la prime de

fin d'année (8 % du salaire), l'arrêt

du recrutement et le démantèlement

de l'entreprise. Tout ceci coïncide

avec le lancement du plan Barre.

Pour ces raisons, le conflit de la

Caisse d'épargne de Paris est exem-

plaire. A la différence des conflits

passés fortement marqués de

corporatisme dont le puissant Syn-

dicat unifié autonome portait la

déborder largement le cadre des

caisses d'épargne. De nombreux

travailleurs considèrent cette lutte

comme un test des possibilités de

résistance aux plans du pouvoir.

D'innombrables motions de solida-

Le conflit actuel, à Paris, tend à

lourde responsabilité.

Au plan parisien c'est, entre

n'importe quel syndicat bidon.

l'accroissement des charges.

Lorient, Thionville, Tarbes, Pontoise. Depuis long temps, le personnel a ainsi arraché un certain nombre d'avantages dont la plupart sont inscrits dans un statut qui a valeur de loi.

Ces garanties et avantages, tant en matière de salaire que de recrutement ou de droit syndical, sont remis en cause aujourd'hui par le patronat, car

ils font obstacle à sa volonté de restructuration.



rité parviennent aux organisations syndicales: CGT-Samaritaine, les sections syndicales des PTT et tout le secteur bancaire.

Un conflit bloqué

A son vingt-troisième jour, le conflit est bloqué. La direction refuse toute négociation et cherche dans la presse (voir le Monde) à discéditer le mouvement, au nom de la « gêne » apportée aux petits épargnants. Mais les employés ne se laissent pas impressionner. La présence de délégations venues de province pour la manifestation de mardi le montrait. Ainsi que la combativité des grévistes qui furent bien prêts d'envahir les locaux du siège

parisien de l'UNCE où était réuni le conseil d'administration. Seule la présence du syndicat autonome SUACCE, animé notamment par des militants du PCF, les en empêcha.

Aujourd'hui, le problème du durcissement de la lutte commence à se poser sérieusement, alors que le pourcentage de grévistes se maintient au même niveau (80 % environ). Dans l'immédiat, les grévistes participeront à la manifestation organisée par les fédérations CGT et CFDT des banques. Cette liaison est d'autant plus importante que les travailleurs des banques connaissent les mêmes attaques que ceux de la Caisse d'épargne.

Communaux de Rouen

Une grève pour rien ?

• Reprise du travail après deux semaines de grève.

C'est séparément, les uns à l'UL-CGT à bulletins secrets, les autres à la CFDT à mains levées, que les travailleurs ont mis fin lundi 25 à leur grève lancée à la suite de la journée du 7 octobre.

Qu'ont-ils obtenu ? Rien d'immédiat. Seule la promesse de la tenue d'une commission paritaire entre le 15 et le 20 novembre pour débattre d'un 13° mois, revendication principale du mouvement, de la non retenue des journées de grève (qui ne seront pas déduites des salaires jusqu'à la tenue de cette commission paritaire). Autrement dit, même pas de promesses sur les revendications. Seulement une promesse sur la discussion des revendications.

D'ailleurs, Lecanuet est clair. Mardi matin, dans un communiqué paru dans Paris-Normandie, il déclare très calmement que la CGT ne devrait pas déclarer que la reprise du travail est justifiée par la prise en compte des revendications, parce qu'il n'a rien cédé et qu'il ne cédera rien : « le 13e mois est une revendication illégale, (sic), la retenue des journées de grève, elle, est tout à fait légale » (resic).

Deux semaines de lutte pour des prunes?

La Vie ouvrière du 27/10, met en première page sous le titre « sur la lancée du 7 octobre, c'est le moment », une belle photo en couleur, des communaux de Rouen en lutte. Les militants CGT des communaux de Rouen risquent de goûter très peu la plaisanterie alors qu'ils ont repris depuis deux jours, sans rien

Parce qu'à la CGT, l'écoeurement est profond : « on nous a envoyé au casse-pipe, pour rien ». Il n'y a pas eu de préparation de la grève, pas de préparation des rencontres avec Lecanuet, une volonté de tout faire pour que la grève des communaux ne change rien aux services rendus : ramassage des poubelles, fourniture des cantines, mise en marche du chauffage dans les écoles, sans même discuter des services dont il fallait assurer le maintien vis-à-vis des usagers, de ceux dont le blocage gênerait le plus la municipalité.

La direction du syndicat CGT a toujours refusé toute assemblée générale avec la CFDT, limitant la popularisation du conflit en s'adressant aux habitants de Rouen sur lethème « Lecanuet est un triste sire, voyez, il ne veut pas discuter », il n'y a pas eu de popularisation vers les boîtes de la région, pas d'appel au soutien financier, seule la mairie

PCF de St-Etienne-du-Rouvray a décidé, sans les consulter, de verser 1/30e des salaires de ses employés communaux à ceux de Rouen.

La note est lourde pour les bureaucrates de la CGT, une forte proportion des adhérents comprend que la grève lancée après le 7 octobre, sans consulter la CFDT était une simple action de propagande de l'Union locale vis-à-vis de la population de la ville pour clouer Lecanuet au pilori avant les municipales.

Et pourtant, face à une municipalité de la couleur de Lecanuet, il aurait fallu, dès le départ se donner les moyens d'une action dure et massive, par l'unité d'action « serrer les coudes face à l'ennemi », par l'appel au soutien des travailleurs de la région « après le 7, ils continuent, nous les soutenons dans l'action ». par l'explication aux usagers et que si les services ne fonctionnaient plus c'est parce que leur maire faisait l'intransigeant avec cynisme.

Que faire maintenant?

Les mêmes problèmes restent posés, ce n'est pas le moment de se replier ou de se décourager. La CFDT communaux, très minoritaire, paraît l'avoir compris, à travers une grève où elle a commencé à fonctionner collectivement, proposant

ouvertement à tous les travailleurs des revendications unifiantes (un 13e mois égal pour tous), des assemblées unitaires de travailleurs en grève. Il est certain que la grève des communaux amènera une recomposition des syndicats CGT et CFDT sur l'entreprise. Les adhérents CGT les plus découragés quitteront leur syndicat, certains rejoindront la CFDT.

Il faut avec vigueur que les militants CGT, tirant le bilan clair de la faç on dont leur direction les a dupé pendant leur lutte, mènent bataille pour un fonctionnement démocratique de leur syndicat, pour l'unité d'action avec la CFDT. Au moment où Georges Séguy évoquait le 23 octobre, la perspective d'une grande centrale syndicale unifiée rassemblant tous les travailleurs, l'attitude de la direction CGT des communaux de Rouen est plus qu'une fausse note, c'est un horrible canard!

En tirant tous ensemble le bilan de leur grève, en établissant tous ensemble des revendications unitaires pour continuer la mobilisation, en mettant fin aux manoeuvres sectaires, en discutant des méthodes et des moyens de lutte face aux patrons de combat, qui les exploite, les communaux de Rouen pourront continuer leur lutte et préparer leur prochain mouvement.

Correspondant Rouen

en lutte



André Chaussures

La tête haute

Aux chaussures André, c'est sur une victoire que les travailleurs ont repris le travail. C'est hier matin que les employés en grève du siège social des chaussures André, ont repris le travail, mais la tête haute. Leur lutte, minoritaire au niveau du nombre des grévistes, a su faire céder la direction par sa détermination et par ses différentes formes d'action. Constamment, les décisions ont été prises de manière collective. Les délégations composées de délégués syndicaux est d'un nombre égal de grévistes. Pour l'ensemble des grévistes, c'est une victoire. Ils obtiennent que le salaire minimum de 2 000 F au 1er décembre 76 une augmentation de 205 à 285 F dont 135 tout de suite et le reste au 1er janvier 77. Forts de leur victoire contre le patronat et les jaunes, les employés se tournent maintenant vers de nouvelles revendications. Ils ont appris une chose: seul le combat paie.

Correspondant

Casterman-Bagneux

L'occupation continue

Casterman, c'est le premier imprimeur belge. Sa maison d'édition en France, située à Bagneux, est occupée depuis une vingtaine de jours par les grévistes qui se battent pour leurs salaires. Il s'agit de la huitième grève en trois ans dans un secteur assez combatif et qui a une réelle tradition de lutte. Alors que les travailleurs demandaient un rattrapage de 250 F pour tous, la direction n'a proposé que 3 %, soit de 100 à 150 F. Le comité de grève se réunit régulièrement. Les stocks sont bloqués et c'est là une arme importante pour les grévistes. Le chef du personnel ayant réussi à récupérer les commandes, les syndicats belges ont assuré qu'ils refuseraient de jouer les jaunes. Compte-tenu du rôle moteur de Casterman, le conflit est suivi avec attention dans le secteur de l'édition.

Correspondant



Le plan Barre entre en application

LE SCANDALE DE LA VIGNETTE AUTO

C'est à partir du 1er novembre que sera mise en vente la vignette automobile pour l'année 1977. Le plan Barre entraîne une augmentation importante de celle-ci. De 5 à 7 chevaux, plus de 50 F, de 8 à 12 chevaux, plus de 140 F et plus de 380 F au-delà. Après l'augmentation des cotisations salariales pour la Sécurité sociale dès octobre, il s'agit d'une des premières mesures du plan Barre qui va s'appliquer. Et pourtant, les centrales syndicales qui avaient annoncé leur intention de « refuser le plan Barre en bloc » se taisent.

La vignette automobile a été créée en 1956 sous le nom de taxe « différentielle ». Les sommes ainsi recueillies par le gouvernement étaient censées aller dans la poche des vieux. Bien entendu, les vieux n'en ont jamais vu la couleur. Aujourd'hui, le gouvernement nous annonce que l'augmentation permettra de combler une partie du déficit de la Sécurité sociale. Y croit qui veut. Mais, comme par hasard, le gouvernement ne s'attaque pas aux arriérés des cotisations patronales qui constituent une des causes de ce déficit.

Cette attaque du pouvoir est portée sur le terrain où les syndicats sont peu à l'aise. Il n'existe pas en France de réelle tradition d'autoréduction comme en Italie. De plus, les automobilistes sont isolés, chacun dans sa voiture. Il y a donc des difficultés incontestables pour mobiliser sur le refus de cette augmentation de la vignette.

Faut-il pour autant que les centrales syndicales baissent les bras? Nous pensons au contraire que ce terrain de lutte ne doit pas être déserté.

L'achat de la vignette peut se faire durant tout le mois de novembre. Une première évidence saute aux yeux : rien ne presse! Il faut refuser de payer maintenant. Imagi

nons que les syndicats convoquent une conférence de presse et lancent le mot d'ordre : « N'avançons pas un sou à ce gouvernement, attendons le dernier jour ».

Cette agitation pourrait être couplée avec l'impression de vignette syndicales de protestation qui seraient collées massivement sur les pare-brise. Une telle campagne permettrait de créer un rapport de force qui autorise des actions ultérieures. Voire même un refus collectif de payer, si la mobilisation le per-

Imaginons également les syndicats collectant les sommes destinées à la vignette et allant les porter aux vieux à qui elles sont théoriquement destinées. Une telle démarche, liée à une étude locale de la situation des vieux, aurait un aspect extrêmement éducatif. Sans négliger l'encouragement aux luttes que constituerait une telle victoire contre le plan Barre.

Impossible à réaliser? Nous ne le pensons pas. C'est évidemment au niveau national qu'elle aurait le plus d'efficacité. Cependant, même au niveau local, un certain nombre d'actions sont envisageables au niveau des UL et surtout des Unions départementales. Des possibilités de lutte existent. Il faut s'en emparer.

Renault-Billancourt

Les travailleurs imposent leur véto à un licenciement

Tous les matins, un jeune licencié par la direction prend son poste de travail sous la protection de ses camarades

Cela se passe au secteur RMO (Renault Machines-Outils) où Siegfried Ross, jeune électricien a été licencié il y a peu par la direction. Le prétexte invoqué est son refus d'une mutation arbitraire qui le menaçait d'une grave déqualification. Il faut replacer cette affaire dans le cadre de la volonté du démantèlement de ce secteur par la direction de la Régie et les menaces qu'elle fait peser sur les travailleurs. Il y a quelques mois, elle annoncait en effet la suppression de 400 postes de travail au RMO. Depuis cela s'est traduit par quelques départs à la retraite non remplacés.

Dans le secteur machines-outils professionnels travaillent des hautement qualifiés avec un matériel d'une technologie avancée. Ils sont environ 1050 mais ils étaient près de 1900 en 1971. Le RMO est un secteur « rentable » qui travaille principalement pour l'exportation. Le Parti communiste qui a traditionnellement une grosse influence (82 communistes répartis en 4 cellules, cf l'Humanité du 27 octobre) dénonce à grands cris la bourgeoisie française qui veut démanteler ce secteur de notre industrie « nationale » pour le plus grand profit des trusts étrangers du Marché com-

C'est dans ce cadre que le licenciement de ce travailleur prend toute sa dimension et une valeur de test de la volonté des travailleurs de résister contre les projets de la ré-

Le licenciement est refusé

A la suite du licenciement de Siegfried, il y a eu des assemblées de travailleurs et ceux-ci ont décidé, principalement de la CGT (largement majoritaire) de faire rentrer le camarade et de lui donner du boulot à son poste de travail.

A l'annonce de la décision de licenciement la protestation fut importante. Une partie de la maîtrise signa même une pétition contre cet arbitraire. Plusieurs départements de professionnels débrayèrent à l'appel de la CGT et dans certains secteurs unitairement avec la CFDT. Il y eu des débrayages aux départements 59, 61, 57, 70. Un tract unitaire fut sorti au 57. Au 70 cette unité fut proclamée. D'autres débrayages

sont décidés pour cette semaine. Au 77, CGT et CFDT se mobilisent, pour organiser la solidarité.

L'an dernier déjà, après le licenciement de Leguyader, les travailleurs avaient riposté en le faisant rentrer dans l'usine. Mais pour la faire céder, c'est l'ensemble de l'usine que la direction doit trouver devant elle, et pas seulement les ouvriers du secteur concerné.

Imposer qu'un travailleur licencié rejoigne son poste de travail, c'est une des formes que peut prendre un contrôle par les travailleurs de l'embauche et du licenciement. C'est exercer un droit de veto sur les licenciements. C'est défendre les avantages acquis que garantit le statut d'entreprise nationalisée. Imposer la réintégration de Siegfried, c'est fermer la porte aux 400 suppressions d'emplois prévus par la direction de la régie, c'est le meilleur moyen de se défendre tous, nous les travailleurs, et non pas un certain « patrimoine comme le proclame le PCF dans ses

Renault Correspondant

vie syndicale

dans la Vie Ouvrière

Autour de la photo des travailleurs municipaux de Rouen en manifestation, la VO titre: « sur la lancée du 7 octobre, c'est le

C'est le moment pour quoi? On peut légitimement se le demander, et le moins que l'on puisse dire est que ce numéro de la VO ne répond pas à la question. L'édito se termine par une proposition d'action unitaire à la CFDT et la FEN, sans préciser sur quoi cette action devrait porter. Quant au 23, il est simplement mentionné dans une demipage, sans bilan.

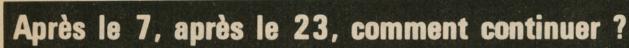
A part ça, on pourra lire : des articles sur l'austérité, la résistance d'un boutiquier contre une société immobilière, le point sur la situation du statut général du fonctionnaire, trente ans après sa création, une interview d'un syndicaliste libanais.

Enfin, on lira avec intérêt l'article sur l'Italie intitulé « Andreotti, comme Barre » où la CGT fait état de la position des centrales italiennes qui réclament mesures d'austérité « nécessaires, mais encore faut-il qu'elles soient équitables et effica-

Pour la CGT, la situation économique et politique de l'Italie n'est pas comparable à celle de la France: « les élections du 20 juin dernier ont été marquées par une avancée du PCI, elles ont ainsi ouvert des possibilités plus grandes aux forces de progrès pour peser sur les décisions gouvernementa-

Mention est faite de la perspective de grève nationale proposée par la Fédération unitaire de la métallurgie et l'article se termine par: « Pour ne plus supporter 'essentiel des sacrifices et imposer de véritables réformes et le plein emploi, les travailleurs italiens sont prêts à se battre ».

Comme on le voit cette position est à l'image de celle des syndicats italiens, position plus nuancée que celle du PCI qui et défend le plan Andréotti.



3/ La tactique des directions syndicales

Après avoir tiré les leçons du 7 octobre, nous poursuivons notre série en examinant ce qu'a été la tactique des directions syndicales depuis cette journée.

Si la rentrée de septembre avait été marquée par une violente polémique CGT-CFDT, l'après-7 a vu les deux directions confédérales se refuser avec un bel ensemble à avancer la moindre perspective centrale pour faire échec au plan d'austérité.

Entreprise par entreprise

Au lendemain d'une mobilisation qui avait vu six millions de salariés faire grève et les plus grosses manifestations depuis 68, qu'ont expliqué en effet les deux confédérations? Syndicalisme-hebdo titre: « Après le 7 octobre, priorité aux actions dans les branches et les entreprises ». Edmond Maire invita les travailleurs à engager l'action usine par usine « là où il est possible de

Séguy reprit la même idée : « Le 7 octobre est un premier coup porté contre l'austérité au niveau national. C'est maintenant à l'usine, au bureau, sur les chantiers, dans les entreprises qu'il est nécessaire de pousser l'avantage ».

Ensemble, les deux confédérations présentèrent les actions interfédérales communes comme le nec plus ultra de l'action syndicale. Les fédérations CGT et CFDT de la

exemple, parce qu'elles prévoient un rassemblement de 100 000 métallos... en 1977!

Toutes ces explications laborieuses ne pouvaient masquer une contradiction durement ressentie par tous les militants syndicaux combatifs : celle qui consiste à condamner verbalement le plan Barre « en bloc » et à le combattre pratiquement « en détail ». Comment expliquer aux travailleurs que face à une attaque générale, la meilleure. réponse se faisait entreprise par en-

Des objectifs révisés en baisse

Au mois de septembre, on parlait de faire échec au plan Barre, on titrait les tracts et les journaux : « Non au plan d'austérité ».

Après la journée du 7, on a vu la presse syndicale se mettre progressivement à baisser le ton : Maire parla d'engager la lutte « sur des objectifs concrets et négociables », et explique qu'il fallait « grignoter le barrage au lieu de se heurter de front »; Séguy parla sans rire d'« ébrécher le plan Barre ».

Il ne s'agissait plus d'empêcher de passer au plan anti-ouvrier, mais seulement d'en « limiter les effets », de « combattre ses aspects négamétallurgie furent ainsi citées en tifs », de le « vider de son contenu

anti-social », pour reprendre les expressions de la direction de la CGT.

Dans ces conditions aucune plate-forme unitaire ne fut évidemment mise en avant au niveau national contre le plan d'austérité. Il est logique, lorsqu'on ne veut pas s'engager dans une mobilisation nationale qui risque de déboucher sur épreuve de force avec ce gouvernement dont la survie dépend de la réussite du plan, qu'on n'avance aucun objectif de lutte à ce niveau, et qu'on se fixe des buts beaucoup moins ambitieux.

Chacun son tour

Cependant, devant l'ampleur des mobilisations du 7, la CGT et la CFDT ne pouvaient passer sans transition d'une grève nationale de 24 heures au bricolage entreprise par entreprise, sans qu'il y ait de nombreux grincements de dents à la base. Elles ne pouvaient rester sans donner la moindre perspective de centralisation.

C'est pourquoi la tactique inaugurée après le 7 fut celle des grèves thème et par secteur: aujourd'hui les jeunes sur l'emploi, demain la Sécurité sociale, aprèsdemain les fonctionnaires... Ces « grèves-salami », qui mobilisent la classe ouvrière tranche par tranche n'ont pas une grande chance de mobiliser les travailleurs qui attendent autre chose pour lutter contre le plan Barre. Les résultats de la journée du 23, dont les mobilisations régionales furent faibles à quelques exceptions près (Amiens, Nantes, Lille) ne font que le confirmer.

Syndicalisme et politique

Quel débouché politique donner à une mobilisation de l'ampleur du 7 octobre ? Les députés du PCF et du PS avaient acceptés de cautionner par leur présence la farce du vote de la motion de censure, en se refusant à démissionner en bloc de cette Assemblée-croupion.

Séguy et Maire reconnurent publiquement la dimension politique de la journée du 7 et son sens de mobilisation anti-gouvernementale. Mais ils entrèrent dans le jeu, en présentant comme complémentaires la guerilla parlementaire des députés de gauche, et la tactique de « harcélement » qu'ils proposaient dans les entreprises. « Aucun député ne pourra dorénavant voter sans tenir compte de cette mobilisation », explique Georges Seguy aux tra-vailleurs de la Thomson à Angers...

Le couronnement de cette tactique électoraliste et parlementariste, il l'a donné à Europe nº1 dimanche dernier, en traçant lui-même les limites de l'action syndicale des mois à venir :« Nous ne ferons rien qui puisse troubler la sérénité des périodes électorales à venir. Mais il y a encore quelques mois d'ici les municipales... »

F.L (à suivre)

Le salon de l'enfance s'est ouvert hier à Paris

VOTRE ENFANCE M'INTERESSE

Le XXIX^e salon de l'enfance, des sports et des loisirs s'est ouvert hier à Paris, au Palais du CNIT, à la Défense. Comme le décrit notre reportage, il s'agit d'une grande foire commerciale où l'enfance est un marché, où l'enfant est trompé, où l'enfant est interdit. L'an dernier des enfants de l'associa

tion « Des enfants et des hommes » qui publie la revue Possible s'y étaient rendus, enfermés dans une cage en bois. Une de leurs affiches résumait leur dénonciation de ce salon : « Votre enfance

Big-Bazar et carrières militaires

Dès l'entrée, le choc du bruit, assourdissant. Musique, appels, jeux, publicités... Et des centaines de

Beaucoup de monde, ce premier jour. Des ribambelles de gosses, avec leurs parents, avec des éducatrices, en bandes par quartiers. La plupart sont de milieu

L'enfantbattu, tué...

La famille tue. Pas au sens figuré. Au sens propre.Le Figaro du 23 juillet révélait qu'en Allemagne de l'Ouest, 900 enfants étaient assassinés chaque année par leurs propres parents. Réuni à Genève les 20, 21 et 22 septembre demiers le « congrès international sur les enfants victimes de sévices et de négligeances » a été plus loin. Selon un des participants, le professeur Henry Kempe, on doit compter environ 380 cas de mauvais traitements pour un million d'habitants, quel que soit le niveau de développement économique. Il estime qu'aux Etats-Unis, deux mille enfants mourront cette année par la faute de leurs parents, que 60 000 seront hospitalisés à la suite de coups, que quinze mille seront victimes de séquelles permanentes, et qu'au total la police devra enquêter sur un million de cas d'enfants mar-

Ces morts, ce sont les bavures des raciées quotidiennes. Ce sont les « accidents » des torgnoles poussées trop loin. Qui peut nier que souvent les parents piégés, enfermés dans le carcan familial, font payer à leurs enfants leur oppression et leur exploitation, leur fatigue et leur désarroi ? Ce véritable carnage, un sociologue américain, M. Hacker l'a décrit dans un livre édité en France en 1972 (agression et violence dans le monde contemporain, Calmann Lévy). « Parce que les enfants pleumichent, on les a arrosé d'eau bouillante, on les a posés sur une cuisinière brûlante, on leur a serré le cou jusqu'à ce qu'ils expirent ». Fous, ces parents? Non, normaux selon la jauge de cette société. Il précise en effet que « tous les parents criminels considèrent la forme familiale de leur existence comme une institution naturelle et éternelle qui représente et exprime les valeurs morales et traditionnelles. Ils transmettent aveuglément les règles en vigueur. Ils ont complètement adhéré aux schémas cadres de la société »

Faut-il préciser enfin que, selon le congrès international de Genève, les enfants victimes sont plus nombreux dans les

familles pauvres, mal logées? Quand on dit que cette société fait de l'homme un loup pour I'homme.

autres sont en vacances.

On vend

Partout des « offres spéciales de vente ». Un vendeur s'époumonne : « 10 francs la série Karaté (une revue), cinq numéros avec la casquette et le poster ». Les gosses sauf les jeux. sollicitent: « Maman, le dernier Mickey, on l'a pas encore ».

Au stand des livres, personne. Au stand des barbes à papa, pommes d'amour, coca-cola, gaufres et crèpes, on ne fait que passer. Mais partout où il y a des jeux, il y a la queue. La Société générale distribue des ballons et organise un jeu à la Guy Lux. Celui du Crédit Ivonnais est plus intellectuel et tourne autour de la connaissance de l'Europe. Il a moins de succès. Le théâtre de « Marie-Jeanne », patroné par Vache-qui-rit et Banania est bondé. Au stand de la Bibliothèque rose, on gagne des livres. A celui de la Fédération des jeunes pour la nature, animé par le ministère de la Qualité de la vie, on joue à détecter nuisances et pollution dans un paysage.

parcours du com battant

Mais, incontestablement, les stands les plus appréciés sont les stands militaires et paramilitaires. A celui de la Prévention routière, trois par trois, des gamins composent pour passer un diplôme de « jeune pilote » sous la surveillance d'un flic bon enfant. Au stand des CRS, on explique la dure vie de ceux qui nous protègent des accidents de la route. L'armée entraîne au parcours du combattant et, par dizaines, les gosses patientent pour avoir le plaisir de téléguider une vraie bataille sur un plan d'eau. Au stand des sapeurs-pompiers, il faut bien une heure de queue pour monter à la grande échelle. La Fédération française des parachutistes procure des émotions fortes en sanglant les gosses et en les faisant sauter dans le vide. Ceci sous le haut patronage du ministère de la Qualité de la vie, du secrétariat d'Etat à la Jeunesse, et de Baignol et Farjon. On distribue des prospectus: « A partir de 17 ans, un emploi, un avenir, une vie saine, dynamique et nouvelle, carrières militaires. »

Dans ce lieu, deux stands calmes, peu fréquentés: celui du Secours populaire français et celui de Paris-Hebdo, journal de la Fédération de Paris du PCF. C'est ici que se mène la campagne « l'enfant interdit à Paris ». C'est ici que les enfants peuvent librement peindre de grandes fresques. Les animateurs du stand dénoncent vigoureusement le



modeste, souvent immigrés: les salon et reconnaissent qu'y participer (c'est la première fois) est ambigu. Mais « il faut aller sur le terrain de l'adversaire. Le salon n'est qu'une image d'une société qui n'est pas faite pour les en fants ». Les parents qui passent à cet endroit expriment leur déception: au salon, rien n'est gratuit,

Ici les enfants sont manipulés. De jeux en spectacles, prisonniers d'un grand centre de consommation, ils sont un marché sans défense.

Nelly Trainel

UN SUICIDE PAR MOIS

Tous les mois un enfant tente de se donner la mort dans la région liégeoise en Belgique. Le plus souvent il a 10 ans et deux fois sur trois c'est une fille. Is laissent des messages tels que « on ne m'aime pas :, « je ne compte pour personne ». C'est ce qu'a révélé le 8 octobre dernier le médecin responsable du service de pédiatrie de l'hôpital de Bavière à Liège



Les CRS apprennent aux enfants à escalader

... une première prise en main

Les événements se précipitent

Lundi dans la matinée, une entreprise de Saint-Etienne est arrivée avec du matériel, une pelle mécanique, des bulldozers, escortée de six cars de flics.

Les paysans sont allés voir les ouvriers pour leur demander de refuser de travailler. Les ouvriers ont juste débarqué le maté-

La riposte s'organise : la manifestation qui était prévue pour le six risque d'être encore plus importante à la suite des événe-

LES TEMPS NUCLEAIRES

COMMUNIQUE L'ASSOCIATION POUR ANTINUCLEAIRE LA PROTECTION DE LA DU VAL-DE-SAONE **VALLEE DE LA SEINE**

Le vendredi 23 octobre, Michel d'Ornano, ministre de l'industrie, accompagné de Marcel Boiteux, directeur général d'EDF a visité à l'improviste le site d'une centrale prévue à Nogent sur Seine, contre lequel les mises en garde les catégoriques ont été

Le 18 mars 1975, la mission de l'Agence de bassin Seine-Normandie notait « le risque de contamination radioactive des nappes utilisées pour l'alimentation humaine ». En effet Nogent ne se trouve qu'à 100 km en amont de Paris. Le 28 mai 1975, le comité de bassin Seine-Normandie votait un avis analogue. Au début de l'année, c'est M. André Jarrot, alors ministre de la qualité de la vie qui dénonçait : « le risque de rendre dangereuse l'utilisation des structures géologiques pour la préparation d'eau destinée à la consommation pari-

M. d'Ornano, qui a refusé l'implantation d'une centrale près de Deauville dont il est maire, a apparemment décidé d'ignorer ces objections et mises en garde.

DE LA COORDINATION COMMUNIQUE

En septembre 1975, la DE création probable en Saône-et-Loire d'une centrale nucléaire ANTINUCLEAIRES noncée lors d'une réunion à la A POITIERS type « surrégénérateur » était anpréfecture. Un an après, aucune décision officielle n'est prise, l'enquête d'utilité publique n'est engagee. village près de Tournus, Boyer, EDF fait des sondages, installe une station météo, élargit un pont, etc.

Face à cette situation, on voit se créer de nombreux groupes antinucléaires qui décident de former la « coordination antinucléaire du val-de-Saône ». Pendant plus d'un an. ces mouvements animent la lutte : Char antinucléaire au carnaval de Châlon; mille personnes pour une réunion avec Haroun Tazieff; action en direction des entreprises nucléaires région (Framatome, Creusot-Loire); information auprès des élus (une vingtaine de municipalités ont manifesté leur opposition); manifestation, le 4 juillet, sur le

La Coordination organise un rassemblement le dimanche 31 octobre à Boyer. Deux cortèges convergeront sur Boyer: l'un à

partir de Tournus (Rendez-vous à 14 h, place de l'Esplanade), l'autre à partir de Sennecy le Grand (Rendez-vous à 14 h, place de l'Eglise)

PROCES 4 MILITANTS

Plus de 150 personnes sont venues soutenir les quatre militants inculpes pour avoir fait des inscriptions antinucléaires sur les murs de la régie du syndicat intercommunal d'électricité.

Le président est de mauvaise humeur, car il sent une salle houleuse; le défenseur de la régie comprend l'indignation des jeunes militants et se félicite de leur « loyauté » (« ils ont reconnu les faits » !), mais se déclare incompétent pour juger des dangers du nucléaire. « Ne sommes-nous d'ailleurs pas tous incompétents, sauf votre respect, Monsieur le Président?». Il demande le remboursement de la facture de restauration, 1 100 F. L'avocat des prévenus évoque avec force les dangers de l'industrie nucléaire, mais le tribunal se déclarera néanmoins incompétent jusqu'au bout. Il sera indulgent, compte-tenu de « la jeunesse des prévenus »: 60 F d'amende et la facture de restau-

Les accidents de la route sont aussi meurtriers que les guerres mondiales

A QUI LA FAUTE ?

A la veille des grands départs de la Toussaint, les responsables de la Sécurité routière viennent de lancer une campagne nationale « la nuit vous trompe », destinée à lutter contre les accidents qui augmentent sans cesse la nuit. Le responsable de cette campagne, M. Gérondeau, a rappelé au cours d'une conférence de presse que le risque d'accident mortel est deux fois plus élevé que de jour : 47 tués pour mille accidents de jour, 83 tués pour mille accidents la nuit.

A l'occasion de chaque exode massif sur les routes, des voix s'élèvent pour attirer l'attention sur l'hécatombe automobile. Le dernier numéro du journal écologique Apre hebdo publie un texte du Comité national d'action pour la sécurité des usagers de la route (CNASUR) qui révèle des chiffres impressionnants (voir encart ci-contre)

Le CNASUR s'adresse aux pouvoirs publics pour préconiser un certain nombre de mesures permettant de limiter le nombre des accidents. Certaines de ces mesures concernent l'infrastructure routière allant dans le sens de la protection des piétons notamment. Quelques autres concernent la fabrication des véhicules eux-mêmes (obligation pare-brise « feuilleté » comme il est exigé pour les voitures d'exportation, standardisation de la hauteur des parechocs...); mais l'essentiel des mesures préconisées va dans le sens de la répression, du contrôle de l'usager : limitation de vitesse, renforcement du contrôle du taux d'alcool dans le sang des conducteurs, conditions d'obtention du permis de conduire plus difficiles et surtout pénalisation plus sévère des in-fractions et des conséquences qu'elles sentraînent, instauration de l'interdiction totale de conduire, confiscation de la voirure pendant les week-ends et les fêtes, retenue en maison d'arrêt pendant les week-ends pour les chauffards etc.

Vraie question...

Cette démarche est infi-niment dangereuse. Certes, elle prend appui sur une vision réaliste du coût social immense de l'hécatombe automobile. Mais à un vrai problème, elle apporte une réponse fausse. Nous retrouvons ici une même démarche que dans la campagne contre le tabagisme : le pelé, le gâleux, c'est « l'usager », le chauffard qui roule avec un coup dans le nez ou des pneus lisses. Moralité: cet usager au comportement irrationnel et infantile doit être sans cesse davantage contrôlé, intimidé, sinon il fait n'importe quoi ! Et ca, c'est le boulot des flics.

Trop facile! On ne se choisit pas automobiliste, circulant sur qu'on vende, quoi...

des routes encombrées et mal éclairées au volant de voitures peu fiables. La civilisation moderne a fait de la voiture une sorte de veau d'or à l'adoration duquel il est pratiquement impossible d'échapper, dans son travail comme dans ses loisirs, pour ne pas parler du conditionnement idéologique qui fait d'un non-détenteur de voiture un individu diminué. Les travailleurs ne choisissent pas les dates de leurs congés qui les jettent tous ensemble sur des autoroutes où I'on roule à 5 km/h. Ils ne choisissent pas les embouteillages de la Porte d'Orléans à 18 h 30 lorsqu'ils habitent à 30 kms de leur lieu de travail. Ils ne choisissent pas leur vignette dont le prix double plutôt qu'une réparation de leurs garnitures de freins, la vignette il faut la payer, et les freins, ça devra attendre... Ils ne choisissent pas l'énervement et la fatigue après une journée de boulot.

Et les constructeurs?

La disproportion entre les mesures répressives dirigées contre les usagers et les timides revendications concernant les normes de sécurité dans la conception des voitures ne peut manquer de nous frapper. Aux Etats-Unis, Ralph Nader qui n'a rien d'un révolutionnaire a mené contre les fabricants de voitures une bagarre autrement dure et efficace que celle que propose le CNASUR... Ce n'est pas la faute de l'usager si une 4L qui a parcouru 100 000 kms en milieu urbain est, sur une autoroute, un corbillard roulant; de fait, les véhicules courants pourraient parfaitement être concus pour parcourir dans de bonnes conditions de sécurité pendant des centaines et de centaines de milliers de kilomètres. Mais il

Traitant des accidents de la route, il est indispensable de citer quelques chiffres:

1) Si le massacre routier continue au même rythme, dans chaque famille française, un enfant sur deux sera tué ou blessé au cours de son existence dans un accident de la route.

2) Pour les jeunes garçons de 15 à 19 ans, le taux de mortalité des accidents de la route est passé de 12 pour 100 000 habitants à 75 pour 100 000 habitants de 1950 à

Pour les jeunes garçons de 20 à 24 ans, le taux de mortalité des accidents de la route est passé de 20 pour 100 000 habitants à 88 pour 100 000 habitants.

4) Les accidents de la route sont aussi meurtriers que les guerres mondiales : depuis la libération 325 000 Français ont perdu la vie sur la route, autant que les morts civiles de la guerre 1939-45; 6 200 000 ont été blessés, deux fois plus que pendant la guerre 1914-18.

Toutes les campagnes qui désignent « l'usager », vocable vague qu'il suffit de gratter un peu pour retrouver le travailleur, comme le responsable de toutes les nuisances et des maux de la civilisation moderne, sont des diversions qui font à merveille le jeu de l'Etat fort, lui permettent d'étendre progressivement le réseau de son contrôle institutionnel sur tous les aspect de la vie quotidienne, placent en permanence le travailleur, dans tous les actes de sa vie sociale, en situation de faute et de culpabilité. L'enfer étant pavé de bonnes intentions, la campagne du CNASUR est une illustration éloquente de cette vérité élé-



Inondations dans le Sud-Est et en Corse

La pluie emporte tout sur son passage

pluies s'abattent sans discontinuer sur tout le Sud-Est de la France et sur la Corse. Ces régions qui avaient été touchées cet été par les incendies de forêt et la sécheresse connaissent maintenant des crues importantes et des coulées de boue qui ravinent les sols sous la pression des pluies torrentielles. Lors de ces grandes manifestations naturelles, toutes les constructions vétustes, précaires prennent un coup de vieux. Lorsqu'un toit est percé, lorsque les murs sont infiltrés, il n'en faut pas plus pour miner complètement un bâtiment, voir pour le faire s'écrouler. Ce sont donc les paysans les plus pauvres qui sont le plus éprouvés là encore.

La pluie a coupé à plusieurs reprises la route entre Toulon et St Raphael, obligeant des automobilistes à abandonner leurs véhicules pour se réfugier où ils pouvaient.

A Saint Sébastien dans le Gard, les innondations ont apporté une solution inattendue au problème d'un crassier abandonné par la Pennarova et qui menacait s'écrouler sur l'école du village. Les pouvoirs publics ont tergiversé pendant des mois, provoquant une protestation des parents et finalement la fermeture de l'école. M. le préfet a été sauvé par les eaux, puisque le ruissellement a ouvert une brèche dans le crassier par laquelle les 100 000 m3 d'eau infiltrée qui minaient le crassier se seraient écoulées en moins d'une demi-heure.

A Rodez encore, la pluie a résolu le problème d'une école qui était, elle, menacée par un rocher: sa base emportée par le ruissellement, le rocher a dévalé la pente et est venu frapper de ses trois tonnes contre le mur de l'établissement scolaire, le défonçant et détruisant du matériel. Heureusement c'était la

Des pluies similaires en Corse ont entraîné l'apparition de torrents de boues dévalant les pentes et emportant tout sur leur passage. Outre les

Depuis 72 heures maintenant, des routes et les voies ferrées momentanément coupées, plusieurs maisons se sont effondrées. Un vieillard de 80 ans est porté disparu, probablement enfoui dans les décombres de la bicoque où il vivait. Près d'Aleria, une voiture a été emportée par les eaux avec ses occupants, un corps a déjà été retrouvé. Dans le village de Venaco, toutes les voitures ont été emportées. Un ouvrier qui participait aux travaux de déblaiement a été grièvement blessé en faisant une chute de 25 mètres.

La situation des femmes salariées

Une enquête de l'IFOP publiée par la CGT

La CGT vient de rendre public les résultats d'une enquête sur la situation des salariés de l'industrie et du commerce, effectuée auprès de 2000 femmes travaillant dans la chimie, la métallurgie, le textile, les industries alimentaires, les banques et les assurances et le commerce.

Il apparait que selon les résultats qui ont été commentés jeudi par M. Moynot et Christiane Gilles, secrétaires confédéraux de la CGT qu'à l'époque de l'enquête (novembre 1975), 51 % des femmes interrogées gagnaient moins de 1 700 F par mois. Le SMIC était alors fixé à 1337 F pour 40 heures par semaine. Parmi celles qui travaillaient de 43 à 44 h par semaine, près du quart (23,7 %) touchaient moins de 1500 F par mois.

En ce qui concerne la formation de ces travailleuses, l'enquête a montré un « recul » parmi les jeunes de 18 à 24 ans: 21,2 % d'entre elles ne possédaient aucun diplôme et 55,3 % n'avaient reçu aucune formation professionnelle.

22,3 % de l'ensemble des femmes interrogés possédaient un CAP mais nombre d'entre elle qui occupaient un poste sans rapport avec leur qualification. 30 à 35 % des filles ayant un CAP de couture étaient OS dans les industries alimentaires ou vendeuses dans un magasin.

Par ailleurs, les salariés de ces branches sont pessimistes quant à leurs chances d'avanpensent cement. 57,3 % qu'elles resteront au même poste tout au long de leur vie professionnelle, même les plus jeunes (45 % pour celles de 18 à 29 ans).

Jeanne Vandale



MUSIQUE

Les souterrains d'Amérique

1/ PHILIP GLASS

« Underground ». Suffit-il de prononcer ce mot pour enterrer ce qu'il recouvre ? Il est vrai qu'il s'agit de choses très diverses. Alors faisons le point : l'Underground, qu'est-ce que c'est? Underground, çà veut dire souterrain. Tout ce qui se passe sous terre est underground par définition. Au sens propre : ce qui se passe dans les caves, loin du regard (et de l'oreille) des divers corps répressifs. Au sens figuré: tout ce qui fait un travail de sape, guère spectaculaire peut-être, mais efficace, pour sûr, on le verra bien le jour où tout se cassera la gueule.

Pourquoi l'Amérique ? Parce que dans la citadelle impérialiste qui sait presque bien masquer ses contradictions (voir le « due; » Ford-Carter), qui sait donner l'image d'un conformisme triomphant, tout ce qui se fait contre l'establishment a valeur d'exemple, sinon de modèle.

Aux Uéssas, comme dirait Queneau, ça bouge pas beaucoup en politique, du moins en apparence. Mais du coup, le fourmillement culturel under ze graounde prend aussitôt un sens politique.

La plupart des musiciens dont nous allons parler dans cette série ne tiennent pas de discours politique précis. Et leur musique n'en tient pas non plus (ouf!). Ce qu'il y a de politique dans leur démarche, c'est qu'elle ôte l'initiative au conformisme bourgeois. Elle rompt avec les traditions occidentales jusque-là considérées comme éternelles et universelles.

Déjà la musique noire, par son extraordinaire créativité démentait cette prétention à l'universalité des valeurs occidentales. Que des musiciens blancs viennent à leur tour, sur la base de leur propre pratique, sans mimétisme, remettre en cause le glorieux héritage et c'est l'amorce de quelque chose de nouveau. Quelque chose qui n'intéressera pas que les musiciens mais aussi toutes

les vieilles taupes underground qui, par le monde, continuent de creuser.

Philip Glass est l'un des musiciens-phares de la « musique répétitive ». Comme son nom l'indique, cette musique est basée sur la répétition d'une seule formule rythmique ou mélodique. Là s'arrêtent les ressemblances entre Terry Riley, Steve Reich, La Monte Young et Philip Glass. Car, à partir de là, se développent des techniques très différentes chez les quatre musiciens.



Philipp Glass Pour simplifier : les développements de la musique de Phil Glass s'opèrent à partir du découpage en plusieurs parties de la formule de base. Son travail sur la sonorité (orgue électrique, flûte, saxo) est également très caractéristique. On a pu s'en rendre compte avec Einstein on the Beach, l'opéra de Bob Wilson dont il a composé la musique.

P.F. Domaine

Entretien avec P. Glass

• Pourquoi musique « répétitive » ?

J'ai d'abord suivi un chemin très traditionnel. J'ai étudié vingt ans la musique classique, puis j'ai repris la technique de la musique moderne sérielle. Ca ne me plaisait pas beaucoup, mais je ne savais pas encore comment travailler autrement. Un été, je suis allé au Maroc et là, j'ai entendu pour la première fois une autre musique, qui n'était pas basée sur nos traditions occidentales. Puis j'ai rencontré des musiciens indiens, avec qui j'ai travaillé. Il y avait Ala Rakah (qui joue des tablas avec Ravi Shankar). En 1966, je suis allé en inde pour entendre la musique sur place.

De retour en Amérique, j'ai contacté d'anciens camarades d'école et nous avons formé un groupe. Pourquoj la musique répétitive ? Toutes les musiques occidentales cherchent à raconter une histoire, ou à montrer un déroulement d'émotions. Ce qui est important pour moi dans la musique répétitive, c'est précisément qu'elle n'est pas

• Le public?

Nous sommes toujours « Underground » en Amérique. Quand j'ai commencé cette musique. nous donnions les concerts pour 80 personnes. Maintenant, nous arrivons à des salles de 1 500 personnes à New York, mais en dehors de New York, il y a encore très peu de public. Nous sommes davantage connus en Europe ! il n'y a qu'un an que je peux vivre de ma musique. Et je ne sais pas ce qu'il en sera l'année prochaine. C'est pourtant une musique qui peut toucher un grand public. il s'agit de chercher des moyens, des rythmes nouveaux mais qui restent accessibles, qui soient utiles aux gens.

Discographie:

Solo Music (Shandar) Music with changing parts (Chatam-import) Music in twelve parts -1 et 2 (Virgin, dist. Barclay) Philip Glass jouera en solo les 29 et 30 octobre au Centre culturel du Marais (26-28 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris) à 21 H.

DANSE

Martha Graham au Théâtre

LE RETOUR D'UNE PIONNIERE DE LA DANSE MODERNE

sées accueille l'une des pionnières de la danse moderne. Depuis sa dernière visite en 1954, bien des choses ont changé. Martha Graham ne danse plus, elle a fêté ses 50 ans de compagnie et renouvelé ses danseurs mais la même passion l'anime toujours. La passion pour l'être humain, son attache à la terre et, par dessus tout, son immense amour pour la danse. « C'est tellement passionnant, dit-elle, le corps est un instrument merveilleux ». Chaque jour, elle veille encore méticuleusement aux répétitions, chaque soir elle assiste aux spectacle.

pendance anecdotique, pour lui donner toute sa valeur de mouvement.

L'apport de Martha Graham marque néammoins une étape importante dans la mutation de la danse ; celle de la mutation de l'homme dans la société industrielle et la transformation de l'art en média, celle de la libération de la femme dans ses nouveaux rapports avec monde.

A travers les deux pro-

grammes présentés, se dessine

la ligne du répertoire : Lamentation (1930) est un solo, une sorte de combat entre une femme assise, et le tissu du vêtement qui l'enveloppe. Cave of the heart (46), Night journey (47), Errand into the maze (47) se réfèrent à la mythologie grecque dans une analyse freudienne des personnages, pris dans des situations passionnelles très complexes. Diversion of angels (48) est un hymne à l'amour, quelque chose de plus jeune et de joyeux, apparaissant comme respiration au milieu d'oeuvres tourmentées. phic dialogue (55) tire de l'histoire de Jeanne d'Arc, la passion



LIVRES

REGARDS FROIDS SUR LA CHINE

Mao est mort. La presse bourgeoise unanime l'a consacré grand homme, les maisons d'éditions ressortent leurs apologies délirantes de la Chine d'aujourd'hui, les maoïstes pleurent... Dans ce concert, deux dissonances de taille : la publication en 10/18 du dazibao de Li Yizhe dont Rouge a publié des exes Regards froids sur la Chine publiés par le Seuil lors même de la mort du Grand Timonier. Il s'agit d'un recueil d'articles dont les auteurs, « sinologues » universitaires, tentent pour la plupart, sans prétention, avec un honnêteté intellectuelle assez rare en la matière pour être saluée, de faire le point sur ce qu'il savent de la Chine (je ferai juste une petite exception pour Marianne Bastid, qui avale tout sans broncher et, à un moindre degré, pour Léon Vandermeech).

D'entrée de jeu, un débat sur une question clef: comment est-on informé sur la Chine ? Il est inutile, ou presque, d'y aller : impossible, sauf décriptage averti, d'obtenir sur place des informations chiffrées sur la production, de se rendre compte du niveau de vie des gens, de discuter politique... Impossible d'échapper à la vigilance des interprètes, au statut de « touriste », aux discours tout faits... Quant à l'information officielle, il faut la lire au microscope

pour se faire une idée de ce qui se passe, ou posséder à fond les mécanismes du « langage de bois » de la propagande officielle. Tout ça, on le savait, mais on ne le répètera jamais assez, pour introduire le doute quant aux productions littéraires des « retours de Chine ».

Donc, c'est tant bien que mal, coupements, decodage, terprétation du non-dit, ou de l'à peine suggéré, que l'on parvient à quelques « petits savoirs » sur la Chine (sauf Marianne Bastid qui, en maoïste inconditionnelle, détient la « Vérité » vraie...), en matière de démographie, d'économie, de droit. savoirs » qui constituent la partie centrale de l'ouvrage, et la plus intéressante, avec l'article de Lucien Bianco sur le mouvement paysan, dans la dernière partie. On y trouve un certain nombre de précisions intéressantes sur les difficultés économiques et autres de la Chine, qui permettent d'amorcer un contre-feu au livre faussement sérieux de Patrick Tissier paru récemment chez Maspéro sur les problèmes de l'industrialisation des campagnes, par

Par contre, dès qu'on tente d'aller au-delà de ces analyses parcellaires, ça ne va plus: ainsi la vaste fresque historique brossée par

Claude Cadart, pourtant parmi les mieux informés sans doute, qui nous peint de la Chine le tableau sans nuance d'une pure dictature bureaucratique, qui n'est pas sans ressembler, en pire, à son ancêtre, la domination bi-millénaire de la bureaucratie céleste. Loin de nous la pensée qu'en Chine règne la plus pure des democraties prolétariennes, comme les Macciochi. Alain Bouc et consort ont tenté de nous le faire croire, mais ce n'est pas en opposant une conception toute « noire » à la bibliothèque rose des « amis de la Chine » qu'on s'en

Il serait stupide de reprocher aux auteurs de n'avoir pas su porter un « regard rouge » sur la Chine, il n'en demeure pas moins qu'une analyse marxiste-révolutionnaire serait seule capable de relier les « petits savoirs » en une vision d'ensemble, sans verser dans la béatitude a-critique ou la dénonciation farouche et ambiguë d'un nouveau « totalitarisme ». Bref, un livre fort inégal, mais un livre à lire et à diffuser, qui constitue un stimulant à la réflexion sur la nature de la révolution chinoise. Et un nouveau pavé dans la mare de la « sinophilie » bourgeoise ou

elle est à l'origine est un langage essentiellement humain; retrouve la vérité du geste, la source de l'énergie, la dynamique du mouvement, l'autonomie totalité. de chacune des parties du corps et leur corrélation. Martha Graham, tout au long de sa carrière, n'a cessé de découvrir, de développer et de transmettre à plusieurs générations de danseurs, une lanque chorégraphique diamétralement opposée au ballet académique. Il n'y a qu'à voir la richesse de son vocabulaire, la maîtrise gestuelle de ses danseurs, la parfaite architecture des corps dans l'espace pour s'en persuader.

Pour ceux qui connaissent le travail de Peul Taylor, de Glen Tetley, de Merce Conningham, il n'est pas difficile de retrouver ce qu'ils doivent à son enseignement. Mais il est facile aussi de percevoir le danger de se limite à une grammaire et de s'en-fermer dans uns système. C'est ce qu'a parfaitement compris Merce Cunningham qui, contre cela, et contre l'expressionnisme des sentiments, a réagi en libé-

Cette danse moderne, dont mystique du personnage visionnaire; Plain of prayer (68) peut se lire comme un voyage, une interrogation, où le mouvement du corps n'est qu'une quête vers la

Dans ce parcours, toujours très théâtral, chaque personnage principal est une femme, un rôle fait par Martha Graham pour Martha Graham. C'est en 1969 qu'elle a quitté la scène, Lucifer date de 1975, le héros est un homme, mi-homme, mi-dieu, dont Graham avait confié le rôle à Noureev, New York en a beaucoup parlé.

Isa. D.

OBJECTIF 77

ANCIEN TOTAL	.213 047,00
CR Lycéen Montauban	35 00
Militant CGT Centre de	
tri du PLM	50.00
Yves, Moelans/Mer	200.00
F.B Clermont-Ferrand	50.00
M.B	30.00
Souscription meeting	450.00
NOUVEAU TOTAL	213 812.00





Tu as volé mon enfant Versé le sang de mon sang Aucun dieu ne m'apaisera J'aurai ta peau!... Tu périras.

Tu m'as retiré du coeur Et la pitié et la peur Tu n'as plus besoin d'avocat J'aurai ta peau... Tu périras.

Tu as tué l'enfant d'un amour Je veux ta mort Je suis pour.

Les bons jurés qui s'accomodent Des règles prévues par le code Ne pourront jamais t'écouter Pas même un christ à tes côtés.

Les philosophes, les imbécil' Parc' que ton père était débile Te pardonneront mais pas moi J'aurai ta tête en haut d'un mât.

Tu as tué l'enfant d'un amour Je veux ta mort Je suis pour.

Les grands humains, les informés Ceux qui ont le temps d'exister Aussi intelligents qu'ils soient Ceux-là ne peuvent plus rien pour

C'est trop facil' et trop beau Il est sous terre tu es au chaud Tu peux prier qui tu voudras J'aurai ta peau... Tu périras.

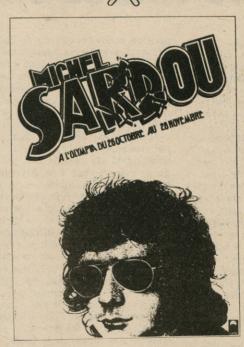
Tu as tué l'enfant d'un amour J'aurai ta mort Je suis pour.

Tu as tué l'enfant d'un amour J'aurai ta mort Je suis pour.

Jacques Revaux, Michel Sardou.

ROUGE **VOUS OFFRE**

PAGE PUBLICITE l'Humanité



La dernière page de l'Humanité hier